

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈSJEUDI 19 SEPTEMBRE 2024. | N° 24030. | 2,70 € | www.humanite.fr

Transports, le calvaire des personnes handicapées

En Île-de-France, le choix de l'exécutif de droite de confier à des entreprises privées l'exploitation du réseau « Pour aider à la mobilité » est un fiasco pour les usagers. P.2



MARTINIQUE LES PRIX FONT GRIMPER LA RÉVOLTE

Sur fond de chômage endémique, un mouvement de contestation dénonce la cherté de la vie. Des violences ont éclaté dans plusieurs grandes villes. P.8





ÉDITORIAL

PAR MARION
D'ALLARD

Miroir

Certes, il y a l'épaisseur du dossier, l'infirmité gravité des faits, le nombre des accusés, l'insoutenable chronique du calvaire de Gisèle Pelicot. Certes, il y a l'effroi, la sidération parfois, face au récit des ignominies subies. Certes, il y a aussi – et surtout – l'indispensable exigence de justice. Mais il y a plus encore. La cour criminelle du Vaucluse est devenue le miroir où se reflète une société malade. L'affaire de Mazan est notre affaire à toutes, à tous, et le courage de Gisèle Pelicot, un doigt accusateur pointé sur le patriarcat, la culture du viol, la réification du corps des femmes, la soumission chimique. Non, les violences sexuelles ne sont pas un fait divers. Elles ne doivent jamais être réduites à cela.

En refusant un huis clos auquel elle avait droit, Gisèle Pelicot a fait du procès de son bourreau un procès pour l'histoire. De ceux capables de faire bouger les lignes et les consciences. La couverture médiatique – y compris internationale – donne à cette affaire sa dimension universelle. « À toutes les victimes, je veux dire aujourd'hui, regardez autour de vous, vous n'êtes pas seules ! » a déclaré Gisèle Pelicot, avec cette dignité qui force l'admiration depuis le premier jour d'audience. Elle voulait que son histoire permette à la honte de « changer de camp ». Elle n'était pas la

Gisèle Pelicot a fait du procès de son bourreau un procès pour l'histoire.

seule. En organisant partout en France, samedi dernier, des manifestations de soutien, en ne laissant pas Gisèle Pelicot demeurer un énième nom sur une liste trop longue des victimes de violences sexuelles, les organisations féministes ne s'y sont pas trompées.

Ce procès-fleuve est symbolique à plus d'un titre. Il interroge ce que nous sommes, individuellement, collectivement. Et en décortiquant le passé souvent chaotique de certains accusés, où l'omerta le dispute aux sévices, il révèle en sous-texte l'ampleur des conséquences des violences faites aux enfants. La pédocriminalité et les agressions intrafamiliales broient des vies et détruisent des destins. La protection de l'enfance, au même titre que la lutte contre les violences faites aux femmes, doit être une priorité politique, éducative, judiciaire. Le reste n'est que commentaire. ■

« Nous ne sommes plus des personnes handicapées, mais des colis »

ACCESSIBILITÉ Avec la régionalisation, en 2023, du service de transport de personnes handicapées en Île-de-France, son exploitation a été confiée par l'exécutif de droite à des entreprises privées. Depuis, les 12 000 usagers pâtiennent de nombreux retards ou d'annulations de course en dernière minute.

Pour Arnaud, les promesses d'accessibilité des transports franciliens ont le goût d'une « vaste blague ». Atteint de troubles autistiques et d'une maladie génétique qui lui impose de se déplacer avec des béquilles, cet informaticien de 45 ans, qui réside dans les Hauts-de-Seine, est dans l'impossibilité de prendre les transports en commun. Pour se rendre à l'hôpital Lariboisière, où il est suivi, ainsi qu'à des rendez-vous professionnels, il fait appel au réseau Pour aider à la mobilité (PAM). Depuis plusieurs semaines, il a un mal de chien à accéder à la nouvelle plateforme de réservation, « absolument pas ergonomique », et doit faire face à des situations kafkaïennes. Exemple : « Un véhicule m'amène à l'hôpital avec 30 minutes de retard et, avant même que j'arrive, on m'annonce que celui qui assure mon retour est déjà sur place avec 30 minutes d'avance. Comme je ne peux pas le prendre, sauf à manquer mon rendez-vous, il repart et me laisse en rade ! »

Ce service de transport à la demande, d'adresse à l'adresse, réservé aux personnes à mobilité réduite, handicapées ou dépendantes avec un taux d'invalidité de plus de 80 %, a été créé en 2003 à Paris et en 2011 dans les autres départements franciliens. Il a vocation à pallier le manque d'accessibilité des transports en commun et de

permettre à des personnes en incapacité de les prendre de se déplacer quotidiennement, à un tarif se rapprochant de celui d'un ticket de bus ou de métro. Géré par les départements et la Ville de Paris depuis sa création, le service est désormais régionalisé. Et c'est là que ça coïncide ! Île-de-France Mobilités en a confié l'exploitation aux entreprises Keolis (filiale privée de la SNCF) et Citemobil, pour le transport des personnes ; Kisio, filiale du géant Keolis, a remporté le marché pour la planification des courses via une plateforme unique de réservation, d'information et de facturation. Depuis la mise en place de ce système externalisé, en 2023, les incidents se multiplient : retards importants, trajets annulés à la dernière minute, prises en charge qui ne correspondent pas aux horaires demandés, communication difficile avec le service, erreurs de facturation, site et application non accessibles, délais de réponse à rallonge, etc. Pire, les personnes transportées n'ont plus aucune visibilité sur leur temps de trajet.

« LE DROIT À LA MOBILITÉ, UN BESOIN VITAL »

« Mi-juillet, je devais assister à une formation professionnelle à 9h30 dans Paris, raconte Arnaud. Prévoyant, j'avais donc commandé un véhicule à 8 heures, même s'il y avait normalement moins d'une heure de trajet, embouteillages compris. Le chauffeur m'a pris en charge et



ENQUÊTE

Les véhicules adaptés, avec un hayon à l'arrière et une rampe pour les fauteuils roulants, sont en nombre largement insuffisant. SEBASTIAN COMPAGNON/LE PARISIEN/MAXPPP

tout s'est bien passé jusqu'à ce que, à quelques centaines de mètres de mon lieu de rendez-vous, il fasse subitement un immense détour pour aller chercher quelqu'un d'autre. Paniqué à l'idée d'être en retard, j'ai demandé à descendre, mais le chauffeur n'avait pas l'autorisation de me lâcher ailleurs qu'à l'adresse demandée. Résultat : je suis arrivé à ma formation avec trois quarts d'heure de retard. Avant la régionalisation et la mise en place de cette nouvelle plateforme de réservation, on n'avait pas ce genre de problème. »

Cette nouvelle plateforme concentre beaucoup de griefs de la part des 12 000 utilisateurs du service. « Avant la régionalisation, le PAM était un transport de personnes, maintenant c'est de la livraison de colis. Or les colis, c'est nous ! » illustre Jean-François. Cet habitant du 13^e arrondissement parisien est lui aussi très remonté contre « un système déshumanisé qui fait passer l'optimisation des trajets avant le service rendu aux personnes ». Lui qui se déplace en fauteuil roulant manuel en fait régulièrement les frais. À Noël dernier, il a souhaité réserver un transport pour aller réveillonner en famille, en Seine-et-Marne. « J'ai fait ma demande sur la plateforme 30 jours à l'avance. Elle est restée en attente pendant près de trois

semaines, avant d'être enfin validée. Mais, une fois sur place, on m'a annoncé, via SMS, que mon retour ne pouvait pas être assuré. » Catastrophe pour cet homme de 70 ans qui doit être aidé au quotidien par des auxiliaires de vie. Il

n'a aucune alternative pour rentrer. « J'ai passé des dizaines d'appels au PAM et à force d'insistance, un véhicule est venu me chercher, mais seulement au bout de 24 heures, alors que je n'avais pas du tout prévu de rester si longtemps dans un logement non adapté. Les nouveaux gestionnaires du service n'ont aucune notion des contraintes des personnes en situation de handicap. » Pour preuve : les personnes sont averties par SMS cinq minutes avant

l'arrivée du véhicule à leur adresse, et doivent l'attendre sur le trottoir. « C'est bien peu quand on se déplace en fauteuil », déplore Liliane Morellec, la responsable francilienne de l'association APF France Handicap. Le pire, poursuit-elle, c'est que « souvent, alors que l'on est en bas, on reçoit un second SMS pour nous prévenir que, finalement, le véhicule arrivera 30 minutes plus tard. Très agréable en cas d'intempéries »...

Avec d'autres associations, APF France Handicap a alerté les instances régionales de la croissance en flèche des remontées négatives qu'elles recueillaient. « Lors de

réunions, on nous a promis que les dysfonctionnements allaient cesser quand tous les départements auraient rejoint le dispositif (ce sera le cas en septembre 2025, quand les "marchés" de Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise auront été régionalisés - NDLR). On nous demande d'être patients, mais les personnes en situation de handicap n'ont pas le temps. Leur droit à la mobilité, elle en ont un besoin vital, maintenant ! » s'agace Liliane Morellec.

DEMANDES D'INDEMNISATION POUR LES UTILISATEURS

La responsable associative de 66 ans, qui se déplace en fauteuil électrique, a connu quelques déconvenues récentes avec le PAM. « J'avais commandé un véhicule pour venir me chercher à la sortie du festival Rock en Seine, où je tenais un stand pour l'association. À l'heure dite, pas de voiture en vue alors qu'un SMS m'avait annoncé son arrivée. Affolée, je tente de joindre la plateforme. Au bout d'un moment, la personne que j'ai en ligne m'explique que mon chauffeur m'attend à une autre entrée et qu'on va lui indiquer où je suis... s'il n'est pas déjà parti. » Avec le nouveau système, si un chauffeur ne voit pas son client, au bout de 5 minutes d'attente il doit quitter les lieux et signaler un « déplacement inutile ». Ce soir-là, Liliane a pu rentrer chez elle car, non seulement le chauffeur a refusé de quitter les lieux sans elle, mais il est venu à sa rencontre, à pied, afin de la reconduire à son

730 000

C'est le nombre de trajets effectués annuellement par les chauffeurs du réseau Pour aider à la mobilité (PAM).

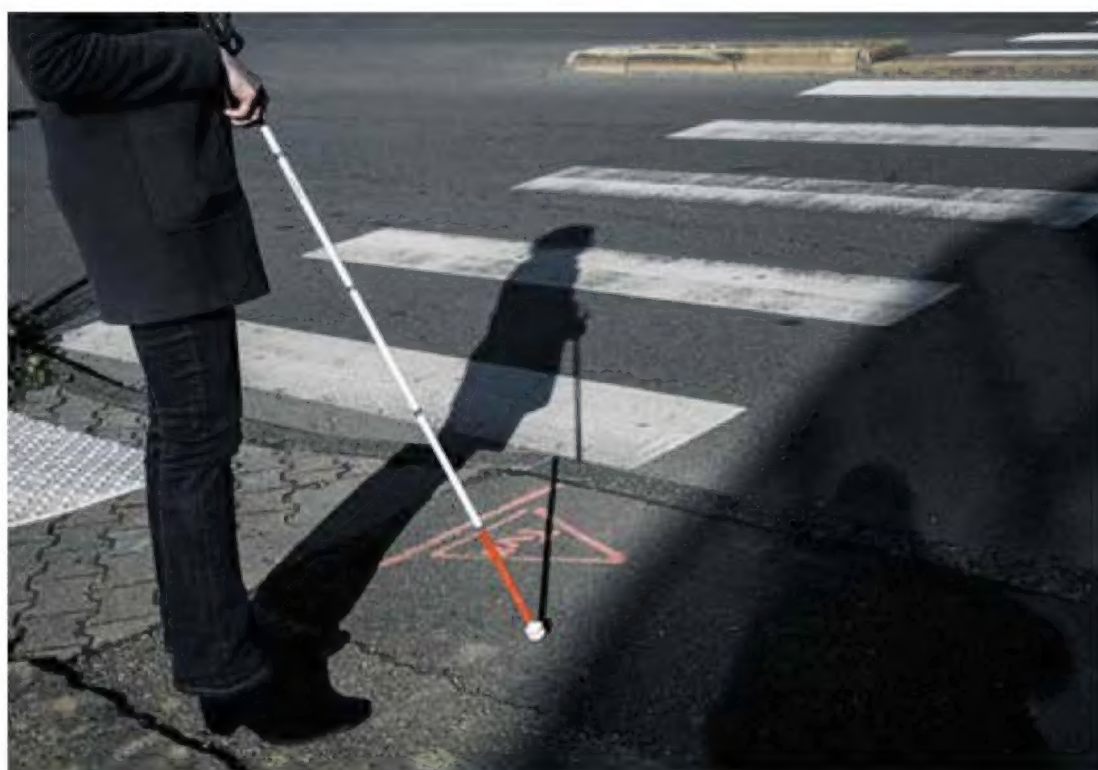
■ domicile dans les Yvelines. « Avant, c'était plus humain, notre numéro de téléphone était communiqué au chauffeur, qui pouvait nous appeler pour savoir où nous étions, parfois même il montait chez la personne pour l'aider », regrette la militante.

La multiplication des témoignages alarmants concernant le PAM, notamment à l'occasion des réunions publiques de la campagne « Stop Galère dans les transports en Île-de-France », lancée par les fédérations communistes d'Île-de-France et le groupe de la Gauche communiste, écologiste et citoyenne (GCEC) à la région, a conduit ce dernier à interpellier l'exécutif régional. Il demande une indemnisation pour les utilisateurs du service qui ont pâti de ces dysfonctionnements et des solutions pérennes pour assurer une qualité de service décente. Pour les élus de gauche, cela passe, entre autres, par la réinternalisation du service, avec la mise en place d'une régie régionale. « La droite régionale ne nie pas les difficultés, mais elle les minore et en nie les causes, à savoir le mauvais choix politique de déléguer l'exploitation du service à des entreprises privées », rapporte Céline Malaisé, la présidente du groupe GCEC. Pourtant, l'élue communiste ne s'est pas opposée à la régionalisation : « C'est une bonne idée puisque cela permet d'harmoniser l'accès au service et aussi son coût en l'alignant sur les tarifs les plus bas, qui étaient pratiqués par le département du Val-de-Marne. » Autre avantage, salué par Liliane Morellec : « Nous n'avons plus à renseigner le motif de nos déplacements. Avant, les motifs médical ou professionnel donnaient la priorité ; maintenant, on peut demander une voiture pour aller au spectacle ou pratiquer un loisir. Si on ne risquait pas de rater le début de la séance de sport ou du concert à cause des retards récurrents, ce serait une avancée ! »

« UNE DÉGRADATION PRÉOCCUPANTE DU SERVICE »

En juin, lors d'un point d'étape sur le (dys)fonctionnement du service PAM, IDF Mobilités reconnaissait, dans un document que l'Humanité a pu consulter, un défaut de ponctualité pour 70 % des courses effectuées le mois précédent, et plus de 30 minutes de retard à la prise en charge pour 20 % d'entre elles. Quant aux annulations de dernière minute, elles atteignaient 7 %. Des difficultés justifiées par le fait que le processus de régionalisation est toujours en cours et que le service serait victime de son succès. Cet « engorgement » pénalise particulièrement les personnes les plus lourdement handicapées car les véhicules adaptés, avec un hayon à l'arrière et une rampe pour les fauteuils roulants, sont en nombre largement insuffisant.

« Depuis trois mois, nous avons augmenté la flotte de véhicules. Nous avons également demandé le doublement des effectifs de la plateforme téléphonique. On espère aussi que



Parfois, en raison des dysfonctionnements du système de géolocalisation, le véhicule n'arrive pas à la bonne adresse et l'utilisateur reste en rade.

JEFF PACHOU / AFP

des personnes qui ont été embauchées dans le cadre des jeux Olympiques et Paralympiques, ainsi que des volontaires vont venir grossir la flotte de chauffeurs des prestataires. On souhaite récupérer également du matériel », tente de rassurer Pierre Deniziot, vice-président du conseil régional en charge du handicap auprès de Valérie Pécresse, la présidente. Sans pour autant pouvoir assurer que l'intégralité des 150 véhicules adaptés et mobilisés durant les Jeux seront mis à disposition des utilisateurs du PAM francilien.

Quant aux problèmes d'accessibilité de la plateforme et de défaut de formation des opérateurs téléphoniques, l'élue botte en touche. « Les outils de planification intelligents vont s'améliorer au fil de leur usage, assure-t-il. Et nous avons par ailleurs demandé au prestataire que la formation des personnels aille au-delà de la simple sensibilisation aux questions de handicap. » Mais pas question pour lui de remettre la planification des courses dans le domaine public. « C'est trop spécifique, Île-de-France Mobilités ne dispose pas des compétences pour le faire. » Pierre Deniziot réfute toute idée d'économies réalisées au détriment des personnes transportées par le PAM : « Le dispositif coûtait 27 millions d'euros à IDF Mobilités avant sa régionalisation. Désormais, avec la prise en charge qui a permis la réduction tarifaire notamment, c'est 40 millions d'euros. »

« Insuffisant ! » tempête Jacques Baudrier, élu parisien (PCF) qui représente la capitale au sein du conseil d'administration d'IDF Mobilités. En avril, il a déposé

un amendement relatif à « la dégradation préoccupante du service PAM à l'occasion de sa régionalisation ». Il demande notamment que soit engagée une étude sur les modalités de passage en régie du service régionalisé. L'élue explique que « Keolis et Citémobil ont emporté les marchés répondant à des appels d'offres qui les étranglent et ne leur permettent pas de payer correctement des chauffeurs formés, ni d'assurer un service correct ». Contactés, les dirigeants de Keolis Île-de-France ne nous ont pas répondu.

Pour sortir de l'impasse, « il faudrait que Valérie Pécresse se décide à renflouer les caisses d'Île-de-France Mobilités, en mettant en place, par exemple, une fiscalité spécifique visant les immeubles de bureaux, comme cela a été fait pour financer le Grand Paris Express », plaide Jacques Baudrier. Pas sûr que Valérie Pécresse, malgré ses déclarations d'intention concernant l'accessibilité des transports franciliens, la dote des moyens nécessaires à dépasser les effets d'annonce. En attendant, Liliane, Jean-François, Arnaud continueront de subir retards, détours et annulations imprévus. Pire, sans doute devront-ils renoncer à se déplacer, au risque de passer leur vie emmurés dans leur logement, comme c'est trop souvent le cas des personnes en situation de handicap. Un comble à l'heure des grands discours sur l'héritage des jeux Paralympiques. ■

EUGÉNIE BARBEZAT



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX jeudi 19 septembre

DANS CE NUMÉRO

À LA UNE Enquête sur la soi-disant droitisation de la France. Où l'on s'aperçoit que les résultats des urnes ne reflètent pas les opinions profondes des Français.

L'histoire de la semaine. La lutte sur pellicule. Reportage dans une école de cinéma au cœur d'un camp de réfugiés sahraouis.

En images. Revivez l'ambiance unique de la Fête de l'Humanité, rendez-vous incontournable de toute la gauche.

La rencontre. Le journaliste et romancier Olivier Guez, qui sait raconter comme personne le monde à travers du prisme du football, travaille aussi à tisser des passerelles littéraires entre les écrivains européens.

Le temps de vivre. Visitez ce restaurant de la région parisienne tenu, de la salle aux cuisines, par des personnes en situation de handicap.

Culture. Julie Delpy explore l'inconscient raciste dans son nouveau film *les Barbares*.

Et toutes nos chroniques...

l'Humanité
magazine

« Tu peux commencer aveugle et finir peintre. » **Népal**

L'HOMME DU JOUR



Reza Shahabi

En sortant de la prison d'Evin, en banlieue nord de Téhéran, en Iran, il portait un polo rouge de la CGT. Reza Shahabi, comme son collègue syndicaliste Hassan Saeedi et l'écrivain Keyvan Mohtadi, a été libéré dimanche 1^{er} septembre, après plus de deux années d'emprisonnement. Les deux membres du Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran avaient été condamnés en première instance à six années de prison, une peine réduite en appel. Ils ont même failli être jugés pour « participation à une activité terroriste » (faut-il comprendre défense des droits des salariés ?), un chef d'accusation aux conséquences bien plus lourdes. Outre les trois hommes et leurs camarades, des centaines de syndicalistes, défenseurs des droits humains ou militantes féministes peuplent encore les cellules d'Evin. ■

AXEL NODINOT



Un volatile bien aigri

Le Canard enchaîné critique la présence de Dominique de Villepin à la Fête de l'Humanité – comme d'autres –, arguant que nous aurions oublié son triste palmarès sous Chirac. Mais l'ancien premier ministre, lui, n'assimile pas le soutien à la Palestine à de la « mauvaise conscience », comme l'écrit le journal.

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans notre édition du lundi 16 septembre 2024. Contrairement à ce que nous avons écrit, l'exposition, à la Fête de l'Humanité, retraçant les 120 ans d'histoire du journal a été coproduite par l'association 7 à voir et le fonds de dotation Artutti. Son commissaire est l'historien spécialiste de l'Humanité Alexandre Courban. Nous prions les intéressés de nous en excuser.

L'œil de Jul

UNE SOLUTION POUR VOS ADOS:



LA BONNE NOUVELLE Claude Pivi enfin arrêté au Liberia

Il était le seul absent d'importance lors du verdict du procès historique de Conakry, le 31 juillet, au cours duquel il avait été condamné à la réclusion à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de vingt-cinq ans pour son rôle lors du massacre du 28 septembre 2009 dans le stade de Conakry. Et pour cause : Claude Pivi, l'ancien bras droit du chef de l'État de l'époque, Moussa Dadis Camara, avait réussi à prendre la fuite en novembre 2023, après une évasion spectaculaire menée par un commando conduit par son fils à la prison de Conakry. Deux autres évadés, Dadis

Camara lui-même et son chef des services spéciaux de l'époque, Thiégboro Camara, avaient été rattrapés quelques heures plus tard. Claude Pivi a été condamné pour « crime contre l'humanité » et a écopé de la peine la plus lourde lors de ce procès unanimement salué. Le 28 septembre 2009, il avait organisé la terrible répression contre une manifestation de l'opposition, dont le bilan s'élève à au moins 157 morts et des centaines de viols et de blessés. La Guinée devrait rapidement demander son extradition. ■

BENJAMIN KÖNIG

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Médias Bernard Arnault a pris la plume pour interdire par mail aux cadres de son groupe de luxe, LVMH, de s'adresser à certains médias. « Je serai intraitable devant tout manquement à ces règles qui marquerait pour moi un défaut de loyauté intolérable » : la plus grosse fortune de France ne supporterait-elle pas la critique ?

Éducation Selon les près de 50 000 répondants au 12^e baromètre de l'Unsa éducation, les membres du personnel éducatif aiment leur métier, mais estiment avoir de mauvaises conditions de travail, un manque de reconnaissance, et déplorent les orientations politiques actuelles ; 56,6 % des interrogés ne pensent pas continuer leur carrière encore longtemps, notamment parce que leur activité est trop dure mentalement ou physiquement.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Zoo

On aurait retrouvé à Notre-Dame les restes du poète Joachim du Bellay : « Heureux qui, comme Ulysse, a fait un beau voyage / Ou comme cestuy-là qui conquiert la toison / Et puis est retourné, plein d'usage et raison / Vivre entre ses parents le reste de son âge. » Mardi, au musée du Quai Branly à Paris, une délégation de Guyane et du Suriname est venue, avec une cérémonie chamanique, récupérer six boîtes contenant six corps. Quatre hommes et deux femmes, dont l'une avec son fœtus. Enlevés en Guyane en 1892, ils avaient été exposés dans le zoo humain du Jardin d'acclimatation, où ils sont morts de froid. Des élus, dont le sénateur communiste Pierre Ozoulias et la sénatrice centriste Catherine Morin-Desailly, demandent une loi pour ces restitutions outre-mer. La droite et l'extrême droite dénoncent toujours les études dans les universités des faits et des conséquences des colonisations. En 1931, à Paris, seuls les surréalistes et les communistes s'étaient opposés à l'Exposition coloniale qui s'y était encore tenue. ■

! C'EST UN SCANDALE

Un partenaire d'Airbus... et du pouvoir birman

Si l'on en croit le dicton « les amis de mes amis sont mes amis », Airbus devrait vite se désolidariser d'Avic. La compagnie chinoise, dans laquelle investit Airbus, fournit en appareils, armes et missiles la junte birmane, au pouvoir au Myanmar depuis le coup d'État de février 2021. C'est ce que révèle une enquête des associations Justice for Myanmar et Info Birmanie, qui prouvent que le matériel a été utilisé sur les civils du pays. Depuis trois ans et demi, la guerre a tué 5 350 civils et en a déplacé environ 3,3 millions. Les associations pressent la compagnie franco-germano-espagnole de « mettre fin au flux d'armes d'Avic vers l'armée génocidaire du Myanmar, ou de s'assurer qu'Airbus cesse définitivement ses activités avec Avic », comme le réclame Yadanar Maung, porte-parole de Justice for Myanmar.

« C'est une négation des droits du Parlement »

GOUVERNEMENT Après Matignon, la veille, Charles de Courson (Liot) et **Éric Coquerel** (FI) se sont vu refuser l'accès aux documents budgétaires par Bercy. Une faute constitutionnelle, selon le député insoumis et président de la commission des Finances.

Mardi, le premier ministre Michel Barnier a refusé la transmission des lettres de plafond à Éric Coquerel (FI) et Charles de Courson (Liot). Le président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale et le rapporteur général du budget étaient pourtant venus faire valoir un droit de consultation garanti par la Constitution. Mercredi, la scène s'est répétée au ministère de l'Économie. De façon inédite, le Parlement a donc été privé de son droit d'information sur les montants budgétaires alloués à chaque ministère. Rencontre avec Éric Coquerel.

Vous vous êtes rendu à Bercy, mardi, pour obtenir la vérité des prix sur le budget que prépare Michel Barnier. Ces documents vous avaient été refusés, la veille, par Matignon. Qu'avez-vous pu obtenir ?

Nous avons appris que, sur ordre de Matignon, il était impossible de nous transmettre les lettres de plafond, au motif que ces documents préparatoires n'auraient pas vocation à être rendus publics. C'est inédit sous la V^e République. Cependant, la directrice du budget nous a laissé entendre que nous aurions un tiré à part, c'est-à-dire un document synthétique, dès ce jeudi. Il est toutefois étonnant que ce soit cette fonctionnaire qui nous le dise. J'attends donc un courrier du premier ministre nous confirmant que nous recevons ces documents. Ce que je considérerais déjà comme une première victoire.

Que représente pour vous ce refus de communication de ces documents ?

C'est une négation des droits du Parlement et, surtout, une négation des droits constitutionnels. Le droit de contrôle de l'exécutif par le Parlement est une disposition constitutionnelle, régie par la loi organique. L'idée qu'il revient à l'exécutif de juger si des parlementaires sont habilités ou non à prendre connaissance de documents, c'est le monde à l'envers. Si la loi nous donne ce pouvoir, c'est bien pour ne pas laisser l'exécutif juge et arbitre de ses relations avec l'Assemblée.

Pourquoi vous faut-il ces documents maintenant ?

La commission des Finances aurait déjà dû commencer à débattre du budget. Mais nous n'avons rien reçu. Savoir à quelle sauce seront « mangés » les ministères dont les

missions concernent la vie quotidienne des Français est pourtant de la plus haute importance, sur l'éducation, la santé, l'écologie, le travail, la culture... Nous avons reçu des documents de synthèse, début septembre, mais ils sont très... synthétiques, et n'indiquent que des chiffres globaux, sans dépenses détaillées par mission. Certains ministères vont avoir à souffrir de baisses drastiques : le sport, la culture, l'aide au développement, l'écologie. De

plus, nous avons reçu une note du Trésor qui décrit une situation budgétaire encore plus catastrophique qu'imaginé. Elle recommande non pas 15 mais 30 milliards d'euros de baisse de dépenses publiques.

Michel Barnier envisage de présenter son projet de budget devant l'Assemblée nationale le 9 octobre, au lieu du 1^{er}. Comment interprétez-vous ce retard ?



ENTRETIEN

FREDERIC PETRY/HANS LUCAS/AFP

Là encore, Michel Barnier ne respecte pas les délais fixés par la loi. Plus nous tardons, plus le temps du débat au sein de l'Hémicycle s'amenuise. Est-ce le but recherché ? Je ne sais pas. Mais j'ai quand même tendance à penser que les différents prétextes soulevés depuis juillet – trêve olympique, gouvernement démissionnaire soi-disant incompetent – sont une façon de nous rendre le budget d'austérité inévitable. D'autant que Michel Barnier pourrait très bien présenter le budget travaillé par Gabriel Attal avant de l'amender.

Avec la nouvelle Assemblée, la gauche a-t-elle une marge de manœuvre plus importante pour agir sur le budget ?

Nous allons d'abord avoir un débat en commission. Et, vu sa composition, je pense que nous pourrions considérablement amender ce budget pour le rapprocher du programme du Nouveau Front populaire. L'an dernier, déjà, nous avons voté 15 milliards d'euros de taxation du capital avec le Modem. Ensuite, il nous faudra voter en plénière. Soit le gouvernement refuse de suivre les recommandations de la commission à coups de 49.3, et dans ce cas il y aura une motion de censure. Soit il tente, s'il voit qu'il est bloqué, de le passer par ordonnance avec une loi spéciale (article 47 de la Constitution). Mais, là encore, il faut l'aval du Parlement.

Ces deux refus ont été vos premiers contacts avec le gouvernement Barnier. Cela présage-t-il du rapport du nouveau premier ministre avec le Parlement ?

Avant cela, Charles de Courson et moi-même avons eu Michel Barnier au téléphone. Il nous avait dit qu'il voulait absolument travailler avec le Parlement. Mais cela commence mal ! Il va cependant être très compliqué pour l'exécutif de passer en force, parce que, cette fois-ci, il n'a pas de majorité du tout, même relative. Et la majorité qu'il espère avec « Les Républicains » n'est pas du tout certaine : il suffit d'être à l'Assemblée pour voir les dissensions entre les deux partis, sans parler de celles à l'intérieur du camp macroniste.

Barnier a évoqué une possibilité d'augmenter les impôts sur le capital. Est-ce un signe d'ouverture ?

Nous verrons bien. Michel Barnier s'est illustré comme un commissaire européen très néolibéral, et n'a jamais montré un appétit pour la taxation des revenus du capital. Mais j'attends les faits. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LISA GUILLEMIN

Députés et sénateurs PCF organisent la riposte

ASSEMBLÉE NATIONALE Les communistes se retrouvent, ce jeudi, à Paris, pour leurs journées parlementaires. L'objectif : préparer la résistance face à Emmanuel Macron et Marine Le Pen, en lien avec le Nouveau Front populaire.

Ils sont 17, et plus que jamais au combat. Les députés du groupe de la Gauche démocratique et républicaine (GDR) tiennent leurs traditionnelles journées parlementaires, ce jeudi, à l'Assemblée nationale, aux côtés des sénateurs communistes du groupe CRCE-K. L'événement ne devait pas se tenir à Paris, mais la dissolution en a décidé autrement. Les députés GDR ont enregistré des pertes, passant de 22 à 17 élus, sans que ne pointe pour autant un quelconque découragement. « Nous avons déjà démontré dans les batailles passées qu'on peut peser malgré notre taille », souligne Émeline K/Bidi, députée de La Réunion et coprésidente du groupe avec André Chassaigne. Une première qui confirme les liens que les communistes tissent avec les Ultramarins.

« Nous n'avons pas de difficulté à exister dans les combats parlementaires », ajoute l'élue, qui souligne qu'André Chassaigne a failli être élu président de l'Assemblée nationale, en juillet, au nom de tous les députés du Nouveau Front populaire (NFP). « Notre groupe a toujours été petit et cela n'a jamais posé de difficulté insurmontable. Il est écouté et respecté », abonde

le député PCF du Puy-de-Dôme. Aujourd'hui, sa taille est « d'autant moins » un problème insurmontable que « nous appartenons à une coalition, la première de l'Assemblée », souligne-t-il.

Mais, contrairement à la précédente législature, les députés de gauche ne sont pas partis pour constituer un intergroupe. Si le lien est souple, « la volonté est que le NFP puisse, mieux qu'il ne l'a fait pendant la période de la

« Plus de justice fiscale est un impératif. Dans le viseur : l'imposition du patrimoine. »

ANDRÉ CHASSAIGNE,
COPRÉSIDENT DU GROUPE GDR

Nupes, prendre des décisions rapidement », assure Émeline K/Bidi, qui vante un « dialogue resserré » à gauche, quand André Chassaigne rappelle que les députés de gauche ont « toujours eu pour habitude de travailler ensemble » dans les commissions et l'Hémicycle. Leur cohésion sera scrutée de près au moment de la reprise des travaux, notamment sur la question du

budget. « Il est essentiel de réarmer budgétairement l'État en augmentant la fiscalité après sept années de baisses d'impôts. Elles ont représenté 60 milliards d'euros par an, soit 2 points de PIB. Plus de justice fiscale est un impératif. Dans le viseur : l'imposition du patrimoine, tant sur le stock que sur les successions », estime André Chassaigne. « Parmi les mesures annoncées, il y a la baisse de dotation des collectivités, déplore Émeline K/Bidi. Dans les outre-mer, cela aura des conséquences importantes pour l'emploi et l'habitat. Les collectivités se portent caution des opérations de logement social. »

Les députés du groupe GDR, qui auraient participé au gouvernement si Lucie Castets avait été nommée à Matignon, s'apprêtent à se serrer les coudes face à Michel Barnier. Ils incarnent la seule opposition à Emmanuel Macron, désormais tacitement soutenu par le Rassemblement national. Entre la crise démocratique, la crise sociale et écologique, la résistance face à l'exécutif et la bataille culturelle contre l'extrême droite, l'année s'annonce chargée. Et les parlementaires PCF sont décidés à relever le défi. ■

GAËL DE SANTIS

Les exploits de Léon Marchand, de Teddy Riner et des équipes de France féminine et masculine de basket, les pleurs et les sourires de nos athlètes olympiques et paralympiques ont jeté une lueur de fierté, de joie et d'union nationale dans les yeux des Françaises et des Français. Après l'euphorie des jeux Olympiques et Paralympiques, et le boom d'inscription dans les clubs sportifs, aurons-nous la gueule de bois ou la gueule de joie ? Serons-nous capables d'accueillir et de fidéliser dans les clubs les nouveaux pratiquants de la rentrée sportive 2024 ? L'heure du réveil pour bâtir une nation sportive a sonné !

Dans nos villes et nos villages, nos éducateurs font des miracles avec des bouts de ficelle ou presque. Ils ne comptent pas leurs heures pour encadrer nos jeunes sur et en dehors des terrains de sport. La 5^e place de la France au tableau des médailles des JOP de Paris est la plus belle des récompenses pour ces héros de l'ombre. Lorsqu'ils atteignent les sommets, nos sportifs de haut niveau ne s'y trompent jamais en remerciant ceux qui ont fait germer leur destin de champion. Dans nos villes populaires, plus que n'importe où ailleurs, nous connaissons les vertus

LA CHRONIQUE DE PHILIPPE RIO

MAIRE DE GRIGNY,
ÉLU « MEILLEUR MAIRE
DU MONDE » EN 2021



ALBERT FACELY

L'héritage des Jeux sera territorial ou ne sera pas !

du sport. Celles qui remettent dans le droit chemin et éloignent des sentiers obscurs, dans un monde sportif qui doit être définitivement débarrassé du racisme, du dopage et des violences sexistes et sexuelles. Le sport, c'est la santé et le bien-être, mais c'est aussi un extraordinaire outil de performance sociale et éducative.

Pour insuffler cette culture sportive, cela pourrait commencer par plus d'activité sportive à l'école – 1 % du budget de l'État est consacré au sport –, l'augmentation de 1 000 à 10 000 du nombre des emplois socio-sportifs, et la création de plans sportifs territoriaux. Sur le modèle des cités éducatives, l'expérimentation de cités olympiques pourrait créer une nouvelle alliance sportive territoriale entre les collectivités, le mouvement associatif, les fédérations, le sport scolaire et le tissu économique local.

Le droit au sport passe également par un financement du pass Sport de 50 à 150 euros, comme le prévoit le programme du Nouveau Front populaire. Ce serait une prime olympique pour nos clubs après la pluie de médailles des olympiades de Paris ! L'héritage des JOP sera territorial ou ne sera pas. Dans les tours et dans les bourgs, du littoral aux montagnes, du territoire métropolitain jusqu'à Tahiti, le sport a permis de réconcilier un temps notre pays fracturé. Prolongeons cet état de grâce ! À l'instar de l'exception culturelle, inventons une exception sportive française ! ■

Depuis plusieurs nuits, la violence éclate à Fort-de-France, en Martinique. Alors que la population se paupérise, des mobilisations ont eu lieu pour dénoncer la hausse des prix dans les grandes surfaces (12 euros pour du papier toilette, 11 euros pour un pack d'eau. Les prix sont 40 % plus élevés qu'en métropole, selon l'Insee). Face à ce sentiment d'injustice, la colère s'est même embrasée : magasins pillés, voitures, poubelles et barricades incendiées, affrontements avec la police (six agents ont été grièvement blessés par des tirs de plomb). Sur place, la situation rappelle celle des grandes grèves de 2009, auxquelles très peu de réponses avaient été apportées.

Comme un cri du cœur, la question des prix a très vite débouché sur d'autres revendications. La santé et l'école sont mises à mal, la répression syndicale s'accroît, le travail manque et bon nombre de jeunes n'ont d'autre ressource que le RSA. À cette précarité criante s'ajoute le sentiment de ne pas être compris et entendu. Comme un appel à une redistribution des richesses, le slogan « Nous avons l'argent, nous ne pouvons pas manger » résonne partout. Depuis quinze ans, le gouvernement « a la possibilité de prendre un décret sur le blocage des prix, mais rien n'est fait », dénonce Marcellin Nadeau, député GDR de la 2^e circonscription de la Martinique. « La question du pouvoir d'achat est posée dans l'Hexagone, mais elle n'est pas évoquée chez nous. C'est caricatural : il y a une forte dimension coloniale qui caractérise la

situation de notre pays », poursuit-il. Par ailleurs, les Martiniquais dénoncent l'absence de volonté des groupes de la grande distribution concernant une baisse de leurs marges. « Nous sommes en droit d'attendre un effort substantiel de leur part parce que ce sont des oligopoles qui fabriquent des prix, avec des conséquences désastreuses sur le pouvoir d'achat », déclare le député, qui ajoute : « Il faut baisser les prix des produits de première nécessité, certes, c'est une urgence sociale. Mais il ne faut pas négliger le niveau des revenus. C'est le chaos partout. » Les inégalités se creusent et

l'augmentation de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté est particulièrement inquiétante. Selon l'Insee, le chômage touche 11 % de la population active et 24 % des moins de 30 ans. Une solution aurait pourtant pu être trouvée : si le programme du Nouveau Front populaire (NFP) avait été appliqué, « nous aurions pu obtenir l'augmentation des minima sociaux, des pensions de retraite ou du Smic et ainsi améliorer la situation », mesure Marcellin Nadeau. Mais Emmanuel Macron a préféré, contre le résultat des urnes, nommer Michel Barnier à Matignon. Pour le

député, la Martinique doit sortir de la logique de « l'économie de comptoir » pour répondre à l'urgence sociale. « Nous devons aussi travailler sur la restructuration de nos filières agricoles et de pêche. Il est indispensable de protéger notre production locale, qui reste fragile et qui ne peut supporter la concurrence européenne », explique-t-il. Pour seule réponse, le gouvernement a proposé une baisse des prix de 20 à 25 % sur 2500 produits. Mais les acteurs de la grande distribution ne se sont toujours pas entendus sur la liste de produits concernés. Et l'exécutif laisse la situation se dégrader.

La colère sociale déborde en Martinique

OUTRE-MER Avec un chômage criant et la hausse des prix, la population peine à vivre. Pour le député GDR Marcellin Nadeau, la colère ne risque pas de faiblir si aucune mesure concrète n'est prise.



Les Martiniquais dénoncent l'absence de volonté concernant les baisses de marges des groupes de grande distribution. CYNTHIA ROUSSEAU-SABAS

POURQUOI LA TVA À TAUX ZÉRO NE S'APPLIQUE-T-ELLE PAS ?

« J'ai peur que la grande distribution ne soit en train de pratiquer une forme de dumping. L'État doit prendre la mesure de la gravité de la situation », insiste Marcellin Nadeau. Le parlementaire se demande aussi pourquoi l'État, qui « pratique un taux de TVA à zéro à Mayotte et en Guyane, ne le fait pas ici aussi ». Sur place, la collectivité territoriale de Martinique souhaite supprimer les taux d'octroi de mer, une taxe appliquée aux biens importés en outre-mer. Et les pratiques anticoncurrentielles de la métropole sont également dénoncées.

Dans un communiqué, les députés Béatrice Bellay et Giovanni William, qui siègent au sein du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, tentent d'apaiser leur colère : « Nos compatriotes attendent désormais de la transparence pour retrouver une confiance abîmée par le temps et par des résultats de politiques publiques insatisfaisants. Ne laissons pas l'exaspération et la violence dominer notre expression démocratique, notre dialogue et une unité martiniquaise qui, plus que jamais, ne doit pas nous faire défaut. » Pour l'heure, les violences se poursuivent. « Pour que le calme revienne, des mesures concrètes doivent avoir lieu », assure Marcellin Nadeau. ■

MARGOT BONNÉRY

« **J**'ai l'impression que la coupable, c'est moi, et que derrière moi, les 50 sont victimes. » Gisèle Pelicot, principale partie civile du procès

des viols de Mazan, s'est élevée, mercredi 18 septembre, contre le singulier retournement qui a semblé la placer en position d'accusée. « Depuis que je suis arrivée dans cette salle d'audience, je me sens humiliée. On me traite d'alcoolique (...), dans un état d'ébriété tel que je suis complice de M. Pelicot », a-t-elle affirmé devant la cour criminelle du Vaucluse. « Mes questions vous permettent de vous exprimer », se défend le président Roger Arata. « Avez-vous été en mesure de consentir à un acte sexuel ? » tente-t-il de clarifier. « Dans l'état où j'étais, je ne pouvais absolument pas répondre à qui que ce soit. J'étais dans un état de coma et les vidéos qu'on va diffuser vont pouvoir en attester », répond Gisèle Pelicot.

« Pas une seconde, j'en ai donné mon consentement à M. Pelicot, ni à ces hommes qui sont derrière », insiste cette femme de 72 ans qui aurait subi quelque 200 viols, dont 92 commis par 50 coaccusés jugés depuis le 2 septembre à côté de son ex-mari, Dominique Pelicot. Une victime exemplaire, droite, combative, qui a tenu à ce que ce procès soit public, et pour laquelle des dizaines de rassemblements de soutien ont été organisés dans toute la France, samedi 14 septembre.

Ces mobilisations, pour précieuses qu'elles soient, n'ont pas effacé la colère de cette femme dont la vie a basculé le 2 novembre 2020, après l'arrestation de son mari. Invitée à commenter la phrase de l'un des avocats de la défense, M^e Palma, qui avait lâché, mardi 10 septembre, « il y a viol et viol, et, sans intention de le commettre, il n'y a pas viol », Gisèle Pelicot s'est emportée : « Dire ça, c'est irresponsable. Et si c'était sa femme, sa sœur ? Un viol est un viol ! » De même, la septuagénaire n'a pas caché son courroux face à « l'horodatage » des vidéos de ses agressions, suggérant qu'un viol de « trois minutes » ne pèserait pas le même poids qu'un viol « d'une heure ». « Ils sont venus me violer, peu importe le temps passé, c'est abject », s'est émue Gisèle Pelicot.

« JE N'AURAIS PAS CONNU M. PELICOT, JE NE SERAIS JAMAIS PASSÉ À L'ACTE »

Le matin, la cour criminelle du Vaucluse avait aussi pu entendre le premier coaccusé des viols de Mazan. Présenté comme le « disciple » de Dominique Pelicot, Jean-Pierre M., 63 ans, n'est pas poursuivi pour des agressions sur Gisèle Pelicot, mais sur sa propre épouse. Des viols commis selon le scénario élaboré par son aîné de huit ans, « expert » en soumission chimique, rencontré sur le site Coco.fr.

Grand et mince, cheveux en brosse, Jean-Pierre M. ne s'est pas enfermé dans le déni comme plusieurs de ses coaccusés à l'aube de ce procès – pas moins de 35 d'entre eux ont nié les faits. À l'instar de Dominique Pelicot, lundi, cet ex-employé d'une coopérative reconnaît être « un violeur » et mériter



À la sortie du Palais de justice d'Avignon (Vaucluse), le 18 septembre. ANTHONY PAONE/REUTERS

Gisèle Pelicot : « Un viol est un viol ! »

JUSTICE Mercredi, la principale victime du procès de Mazan s'est élevée contre la thèse du « jeu libertin ». Le « disciple » de Dominique Pelicot a, lui, reconnu être « un violeur » et évoqué ses traumatismes d'enfance.

une sanction exemplaire. « J'ai fait des actes ignobles. Je suis un criminel. Je veux une punition dure », insiste-t-il.

Au moins 12 viols, la plupart filmés, sont reprochés à celui qui utilisait sur Internet les pseudos « Rasmus », « Pierre » ou « Kim » – dont 10 auxquels a participé M. Pelicot. « Pourquoi n'être jamais allé chez lui pour violer son épouse ? » l'interroge le président. « J'en étais incapable, je ne pouvais pas violer quelqu'un d'autre que ma femme », répond Jean-Pierre M.

Au moment des faits, entre 2015 et 2018, le disciple fait preuve de maladresse. Rechigne à donner la « bonne dose » d'anxiolytiques, celle prescrite par son

« professeur en soumission chimique », de peur que sa femme, de taille menue, ne se relève pas. Résultat : l'intéressée se réveille à plusieurs reprises, juste avant d'être agressée. Un soir, elle surprend même Dominique Pelicot dans sa chambre.

Au président de la cour, Jean-Pierre M. l'assure : « Je n'aurais pas connu M. Pelicot, je ne serais jamais passé à l'acte. Il était rassurant et imposant. Il me rappelait mon père. » Un père et, avec lui, une jeunesse

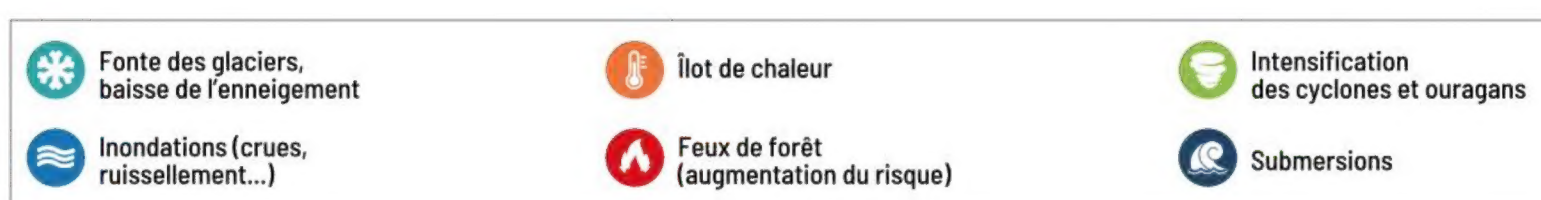
traumatisante qu'a longuement évoquée le sexagénaire. « Ma jeunesse, c'est la honte, l'alcool, le sexe, beaucoup de silence », euphémise-t-il d'abord, avant de rentrer dans les détails. Racontant ces fellations qu'il

devait prodiguer à son père pour le remercier de ces parties de pêche avec sa sœur. « Elle pleurait, alors je préférais que ce soit moi. J'avais plus l'habitude », témoigne-t-il.

« Notre maman essayait de nous protéger, mais elle buvait », a aussi expliqué l'accusé, qui dit avoir assisté à de nombreux viols de son père sur sa mère. Des scènes que Jean-Pierre M. serait allé rechercher avec frénésie sur les sites pornographiques, à partir de 2013, après la mort de son géniteur. Avant de les reproduire lui-même dans la « vraie vie », grâce aux anxiolytiques fournis par Dominique Pelicot. C'est désormais évident : le procès de Mazan ne sera pas celui d'un dérèglement isolé, mais bien d'un continuum de violences, que la société française a laissé prospérer longtemps, dans le silence de trop nombreux foyers. ■

ALEXANDRE FACHE

Changement climatique : toutes les régions françaises sont déjà impactées



ENVIRONNEMENT

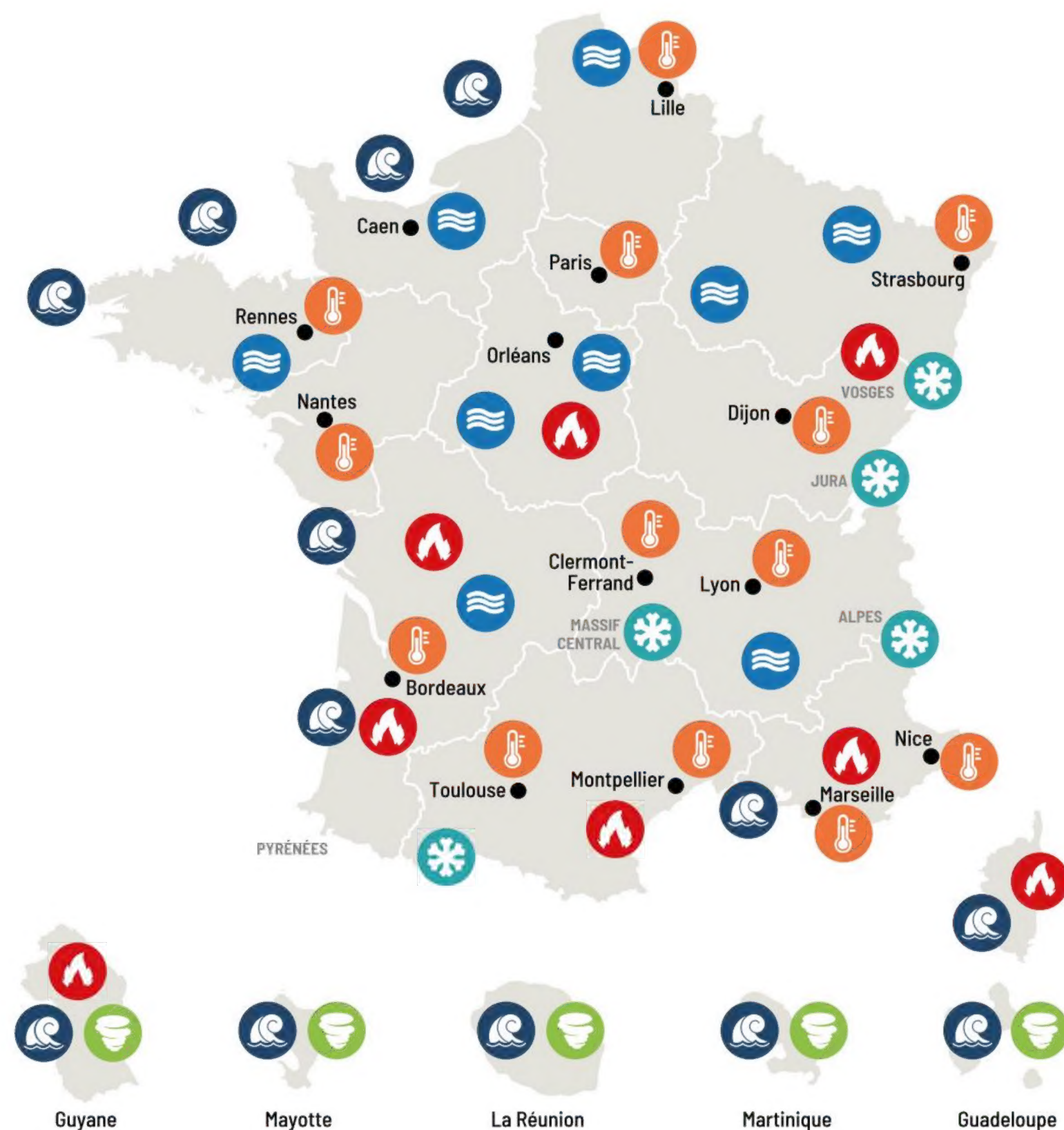
Plus fréquents et plus intenses, les effets du réchauffement se font sentir de manière spécifique dans chaque région, selon un rapport du Réseau Action Climat paru ce jeudi.

Le constat est connu : le changement climatique a déjà des effets. L'originalité du nouveau rapport du Réseau Action Climat (RAC), dévoilé le 19 septembre, réside dans son panorama territorial de ces effets. Ses conclusions sont sans appel : face au changement climatique, toutes les régions françaises sont d'ores et déjà impactées, de plus en plus fréquemment et de plus en plus intensément, mais avec des disparités marquées.

La coalition d'associations met en lumière le caractère concret, quotidien, du changement climatique. Comme l'explique Benjamin Crettenand, coauteur du rapport : « Contrairement à ce qu'on entend encore beaucoup, le changement climatique n'est pas un phénomène lointain dans le temps et géographiquement. Au contraire, il impacte déjà nos vies, nos paysages et notre patrimoine. » Une dynamique qui se poursuivra si rien n'est fait, précise-t-il : « Les paysages tels qu'on les connaît aujourd'hui en France, nos plages, nos montagnes, nos forêts, nos rivières, sont déjà impactés et seront transformés dans les décennies à venir. »

EN BRETAGNE, 130 000 FOYERS CONCERNÉS PAR LE RISQUE DE SUBMERSION

Certains de ces effets concernent la quasi-totalité du territoire. C'est le cas des sécheresses qui, souligne Benjamin Crettenand, ont « des répercussions sur l'ensemble des secteurs : l'agriculture, l'accès à l'eau potable, l'industrie, l'énergie, le tourisme, etc., et correspondent à des conflits d'usage ».



SOURCE : RÉSEAU ACTION CLIMAT

INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

de l'eau ». La hausse du niveau de la mer aura également un fort impact, puisque les littoraux sont « quasiment tous touchés par les risques liés à la montée des eaux et à l'érosion », développe le coauteur. Le risque de submersion implique déjà 130 000 foyers en Bretagne.

Mais ce que pointe surtout le rapport, ce sont des impacts « aussi divers que le sont les paysages français » et qui « ne s'expriment pas de la même manière en fonction des territoires ». Autrement dit, à chaque région sa peine : prolifération de scolytes dans les forêts vosgiennes ; Provence-Alpes-Côte d'Azur en « surchauffe » ; Île-de-France « invivable en été » ; inondations dans les Hauts-de-France ; les outre-mer, « territoire français le plus exposé aux impacts du changement climatique » ; en Auvergne-Rhône-Alpes, accélération de la fonte des glaciers,

« Il ne s'agit pas d'un choix entre financer ou ne pas financer : il s'agit de déterminer combien nous paierons et comment. »

CLARA SANNICOLLO,
COAUTRICE DU RAPPORT

prolongée au-delà de l'été avec des conséquences en cascade : modification du débit des rivières, raréfaction de la ressource en eau...

C'est donc à l'échelon local, « maillon incontournable », que ce rapport préconise de confier la mise en œuvre des politiques de lutte contre le changement clima-

tique et d'adaptation à ses effets. Clara Sannicollo, coautrice du rapport, insiste sur la nécessité d'un « cadrage et une impulsion au niveau national, avec la planification écologique ». « En revanche, clarifie-t-elle, les solutions vont être pensées et opérationnelles au niveau des collectivités parce que les impacts sont très divers. »

UNE ADAPTATION À PLANIFIER « SUR DU LONG TERME ET MULTISECTORIELLE »

Ce travail de recension effectué par le RAC porte un espoir, selon Clara Sannicollo : « Servir de matière sur la question du climat et de la transition écologique et de son urgence », avec à l'esprit les discussions à venir sur le budget de l'État pour 2025. Car le coût de l'inaction sera plus élevé que celui de l'adaptation, indique le rapport : « Il ne s'agit pas d'un choix entre financer ou ne pas financer : il s'agit de déterminer combien nous paierons et comment. » L'Ademe, partenaire de ce travail, estime que l'inaction « coûtera jusqu'à 7 points de PIB annuel d'ici à la fin du siècle », détaille Clara Sannicollo.

Le groupement d'associations propose également des pistes d'adaptation en fonction des spécificités territoriales. Une nécessité, selon Benjamin Crettenand : « Il faut qu'on réduise nos émissions de gaz à effet de serre pour que les impacts soient moins graves à l'avenir, mais dès aujourd'hui, pour y faire face et limiter ces conséquences qui sont déjà là, on doit mettre en place des solutions d'adaptation. » Une adaptation qui suppose d'être « planifiée sur du long terme et multisectorielle. »

Les auteurs veulent garder espoir : « À la lecture de ce rapport, argue Benjamin Crettenand, on pourrait se dire que tout est perdu. Au contraire : on doit agir très vite. » « Ce sont des choix politiques », ajoute Clara Sannicollo. Dans les semaines à venir, avec la constitution d'un nouveau gouvernement et les discussions parlementaires sur le budget, nul doute que le RAC se montrera particulièrement attentif. ■

JESSICA STEPHAN

Des propositions pour un encadrement des loyers encore plus efficace

LOGEMENT Le sénateur Ian Brossat et les élus communistes de la Ville de Paris font pression pour obtenir des outils législatifs permettant aux villes de mieux faire appliquer la loi limitant la hausse des prix à la location, en les autorisant à contrôler et sanctionner les intermédiaires.

« **L'**encadrement des loyers fonctionne, mais trop d'acteurs se permettent encore de ne pas appliquer la loi. Nous voulons le renforcer », résume Barbara Gomes, conseillère PCF déléguée en charge de l'encadrement des loyers, des plateformes locatives et de la protection des locataires à la Mairie de Paris. Avec son collègue chargé du logement, Jacques Baudrier, ils lancent une campagne pour que l'État donne enfin aux municipalités le pouvoir de contrôler et de sanctionner ceux qui continuent à ne pas respecter cette règle, propriétaires comme agences immobilières.

Jusqu'à présent, ces collectivités sont obligées d'attendre d'être saisies par un locataire pour agir, ce que beaucoup hésitent à faire compte tenu de la difficulté à trouver un logement. La démarche des élus parisiens va aussi être appuyée au Parlement par une proposition de loi (PPL) déposée d'ici deux à trois semaines par le sénateur communiste Ian Brossat.

PREMIER POSTE DE DÉPENSE

L'enjeu est de taille. Quand il est appliqué, l'encadrement permet un vrai gain de pouvoir d'achat. Dans une étude récente, l'Atelier parisien d'urbanisme a calculé qu'à Paris, la ville où le dispositif est en place depuis le plus longtemps, il a « permis une baisse des loyers de -4,2 % entre 2019 et 2023 par rapport à la situation sans encadrement, soit 768 euros d'économies ». Mais, si tous les bailleurs l'avaient respecté, la baisse aurait été deux fois plus importante, pour atteindre 8,2 %.

Dans un contexte de crise, alors que le coût du logement pèse de plus en plus dans le budget des ménages, au point de devenir leur premier poste de dépense, cette économie n'est pas négligeable. Depuis qu'elle a été autorisée, au printemps 2023, à se substituer aux locataires qui la saisissent pour faire cesser les dépassements auprès des bailleurs, la Mairie de Paris a traité 2300 cas. En moyenne, le gain pour les personnes concernées est monté

à 156 euros par mois et 3700 euros de trop-perçu leur ont été rendus au titre de l'application rétroactive de la loi.

Mais trop de propriétaires fraudent encore, malgré la progression continue de l'application du dispositif. À Paris, entre août 2023 et août 2024, 30 % des annonces de location ne respectaient pas les plafonds fixés par l'encadrement, selon l'observatoire mis en place par la Fondation Abbé-Pierre (FAP). Dans les autres villes qui pratiquent l'encadrement, le niveau de non-respect a diminué, mais il se situe aussi à 32 % à Lille, 26 % à Bordeaux et même 44 % à Plaine-Commune, en Seine-Saint-Denis. Plus grave encore, ce sont pour les petits logements, ceux qui abritent les personnes les plus précaires, que la fraude est la plus massive. Ainsi, 95 % des appartements de 10 mètres carrés et moins, comme 34 % des studios, ne respectent pas la loi, contre 17 % des plus de 75 mètres carrés, selon la FAP. Autre source d'inquiétude, si le taux d'application a globalement progressé dans la capitale, où le manque de logement est encore plus criant depuis deux ans, il recule cette année.

Dans la ligne de mire des élus communistes comme des associations : les plateformes par lesquelles passent la majorité des annonces.

Certaines, comme SeLoger, jouent le jeu et tentent de respecter la règle. Mais 55 % des annonces mises en ligne sur PAP et 40 % de celles figurant sur Leboncoin proposent des biens à des prix supérieurs au plafond légal. S'y ajoutent des arnaques à la surface, à la décence, ou la multiplication sans justification de baux à court terme.

ANNONCES ILLÉGALES

« Au regard du caractère d'intérêt général de l'encadrement, il n'est plus possible de continuer avec une forme de complaisance de l'État vis-à-vis des intermédiaires qui continuent à mettre en ligne des annonces illégales », souligne Barbara Gomes. La PPL portée par Ian Brossat compte y remédier, en faisant passer le contrôle de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes aux communes, en permettant à ces dernières d'appliquer des sanctions sans attendre d'être saisies par des locataires. « Il n'est pas question d'imposer quoi que ce soit, précise le sénateur. Ce qu'on demande, c'est qu'on laisse faire les villes qui souhaitent s'emparer des outils pour faire respecter la loi. » Une première étape pour tenter d'améliorer un rapport de force entre propriétaires et locataires de plus en plus défavorable à ces derniers. ■

CAMILLE BAUER



De 2019 à 2023, à Paris, l'encadrement a permis une baisse de 4,2 % des loyers. MATHILDE MAZARS/REA

EN LUTTE

**MOBILISATION À WITTENHEIM**

Les salariés en situation de handicap d'Alsace Entreprise adaptée à Wittenheim, dans le Haut-Rhin, ont cessé le travail deux heures, mercredi. Ils protestent contre un accord d'entreprise qui peut leur faire perdre jusqu'à 170 euros par mois.

GRÈVE DES EHPAD DU FINISTÈRE

La CFDT santé-sociaux du Finistère a déposé un préavis de grève pour le 19 septembre dans tous les Ehpad du département. Le syndicat dénonce « le travail en mode dégradé devenu la norme, avec un effectif réduit par rapport à celui prévu ».

TUPERWARE FAIT FAILLITE

Le fabricant américain des célèbres boîtes alimentaires a lancé, mardi, une procédure de faillite. Après une période faste durant la crise du Covid, le groupe d'Orlando (Floride) a émis « des doutes quant à sa capacité à poursuivre son activité », mi-août.

Les agents de la PJJ en grève pour dénoncer un nouveau plan social

JUSTICE SNPES-PJJ

FSU, CGT justice, Interco PJJ-CFDT et Unsa SPJJ appellent les salariés de la protection judiciaire de la jeunesse à se mobiliser, ce jeudi 19 septembre, afin de protester contre une réduction drastique des effectifs.

L'intersyndicale des agents de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) a appelé à une nouvelle journée d'action et de grève, le 19 septembre. C'est la troisième fois, depuis le 14 août, que le personnel de la PJJ est appelé à se mobiliser. En cause : le plan social voté le 31 juillet par la direction nationale de l'institution. Ce dernier prévoit de réaliser entre 1,6 et 1,8 million d'euros d'économies en supprimant 239 contrats d'éducateurs, psychologues ou assistants sociaux. Un chiffre non négligeable dans un secteur déjà fortement fragilisé par une pénurie financière et professionnelle chronique.

« La direction nous a expliqué qu'elle allait réembaucher les contractuels non renouvelés à partir du 15 octobre. Nous ne voulons pas attendre jusque-là car, pendant ce temps, des jeunes et leurs familles sont laissés sur le

carreau ! De plus, il n'est pas sûr que des gens qui ont été jetés comme des malpropres aient envie de revenir ! » s'exclame Josselin Valdenaire, secrétaire général de la CGT PJJ, qui dénonce la contractualisation progressive de la profession. « Les contractuels représentent aujourd'hui 20 % des effectifs. Ce qui permet de réduire le coût de la masse salariale ! »

Le secteur emploie désormais 9 763 personnes, dont 2 273 contractuels, selon les chiffres de 2023 du ministère de la Justice.

Le budget de celui-ci est pourtant en augmentation (de 5,3 % par rapport à 2023). Il atteint en 2024 le montant inédit de 10,1 milliards d'euros. Concernant la protection judiciaire de la jeunesse, le budget a augmenté



Rassemblement contre la suppression de postes au sein de la PJJ, à Lyon, le 29 août. MATTHIEU DELATY / HANS LUCAS

L'AGENDA



21 septembre Rassemblement à 10 heures, à Saint-Mihiel (Meuse), à l'appel de la CFDT, contre la fermeture du site de Bonduelle (159 salariés) en mars 2025.

24 septembre Un préavis de grève a été déposé par la CGT, FO, la Base et Unsa « pour l'ensemble des agents » du RER B, contre « des procédures de contrôle et d'intervention inadéquates ».

26 septembre Rassemblement à midi devant le ministère des Transports, à l'appel de la CGT cheminots, contre la libéralisation du rail.
28 septembre Le collectif Avortement en Europe, les femmes décident

invite à manifester lors de la Journée internationale pour le droit à l'avortement.
1^{er} octobre Journée de mobilisation interprofessionnelle à l'appel de la CGT, la FSU et Solidaires.

de 3 % en 2023, soit 1 125 millions d'euros. « C'est incompréhensible ! Comment expliquer qu'on se sépare de certains postes alors que le garde des Sceaux nous vend des augmentations budgétaires inédites ? grince Josselin Valdenaire. Les moyens ne sont pas mis au bon endroit. Il y a des choix politiques et budgétaires qui sont faits au détriment de la prise en charge des jeunes et des conditions de travail des agents ! »

Un choix politique qui a des répercussions désastreuses sur le terrain. L'Île-de-France et l'outre-mer, qui regroupent plus d'un quart du personnel de la PJJ, sont particulièrement touchés par le plan social.

« Une trentaine de contrats ne seront pas renouvelés en Île-de-France. Si ils en avaient supprimé plus, nous ne serions plus en capacité de remplir nos missions. Sachant qu'en février 2024, la région avait déjà fait le choix de différer 129 recrutements pour faire des économies ! » confie Stéphane Viry, éducateur et cosecraire du SNPES-PJJ FSU Île-de-France.

Ce dernier alerte sur la dégradation de la prise en charge dans la région francilienne. « La PJJ arrive à prendre en charge des jeunes là où la protection de l'enfance n'a pas craqué. Excepté dans le 75 et le 92, qui possèdent d'importants moyens, la situation s'est fortement détériorée dans l'ensemble de la région. Si vous prenez le 93 et le 95, c'est catastrophique ! » explique-t-il.

Depuis début septembre, 1 500 jeunes Franciliens sont sans éducateurs. D'après Stéphane Viry, il manque près d'un quart des éducateurs en milieu ouvert. La situation n'est guère plus favorable dans les foyers.

RÉDUCTION DES EFFECTIFS ET AUGMENTATION MÉCANIQUE DE LA CHARGE DE TRAVAIL

« Avec les coupes budgétaires, nous sommes passés de 14 à 12 éducateurs en foyer. Même chose dans les centres éducatifs fermés, qui n'en possèdent plus que 15, contre 17 auparavant ! » La réduction des effectifs provoque, de façon logique, l'augmentation de la charge de travail qui affecte durablement la santé des agents et l'attractivité de leur profession. « Dans le 93, un éducateur s'occupe en moyenne de 25 jeunes ! C'est bien trop important pour offrir un suivi de qualité », pointe Stéphane Viry.

L'intersyndicale appelle le gouvernement à mettre des moyens sur la table. « Nous ne voulons pas retourner à un statu quo. Le mal a été fait ! Nous demandons un plan de recrutement et de sécurisation de l'emploi. Il faut que les postes vacants soient remplacés par des titulaires ! » rappelle Marc Hernandez, membre du bureau national du SNPES-PJJ FSU.

L'intersyndicale a donné rendez-vous aux grévistes devant l'ensemble des tribunaux judiciaires de France. À Paris, le rassemblement est prévu à partir de 12 heures devant le tribunal de grande instance à « porte de Clichy ». « On espère que cette journée de grève créera un rapport de force et que le nouveau ministère nous entendra ! Il y va de la survie de la PJJ ! » souffle Josselin Valdenaire. ■

BÉRÉNICE PAUL

« Il faut faire sauter le verrou budgétaire »

FONCTION PUBLIQUE Huit syndicats ont envoyé, le 13 septembre, un courrier à Michel Barnier afin d'exiger une revalorisation salariale et un ministère de plein exercice. Pour Christophe Delecourt, de l'UFSE-CGT, c'est un premier pas vers une mobilisation d'ampleur.

A lors que l'annonce d'un nouveau gouvernement tarde à venir, les huit syndicats représentatifs de la fonction publique (CGT, FO, la CFDT, l'Unsa, la FSU, Solidaires, la CFE-CGC et la FA-FP) se sont rappelés au bon souvenir de Michel Barnier. L'augmentation du point d'indice – gelé pendant plus de dix ans, avant une revalorisation récente jugée dérisoire face à l'inflation –, la suspension de la réforme des retraites, mais aussi le maintien d'un ministère de la Fonction publique de plein exercice comptent parmi les revendications formulées dans un courrier envoyé le 13 septembre au nouveau premier ministre. Pour Christophe Delecourt, cette mise en garde signe la première étape d'une mobilisation nationale qui s'exprimera dans la rue, le 1^{er} octobre, jour de la présentation du budget à l'Assemblée nationale, dont les contours font déjà craindre au syndicaliste de voir les services publics transformés « en variable d'ajustement ».

chantiers aussi importants soient dévolus à un simple ministère délégué ou à un secrétariat d'État. Enfin, nous avons réitéré notre volonté de voir la réforme des retraites suspendue.

Le vote prochain du budget et les risques de restrictions sur les moyens dédiés aux services publics ont-ils joué un rôle dans cette interpellation ?

Nous avons toutes les raisons de redouter ce projet de loi de finances. L'austérité est déjà à l'œuvre. Les services publics sont la variable d'ajustement, comme en témoigne la non-reconduction, au sein de la protection judiciaire de la jeunesse, des contrats des agents non titulaires, qui représentent 21 % de la force de travail. De nouvelles coupes budgétaires sont prévisibles, alors que les services sont exsangues. La nomination de Michel Barnier, imposé par un coup de force, nous incite à la plus grande vigilance. Se pose ici un véritable problème de légitimité

d'un premier ministre nommé avec l'aval du RN, au mépris d'un scrutin qui a placé en tête le NFP. Tout cela doit nous amener à une puissante mobilisation.



CHRISTOPHE DELECOURT
Secrétaire général de l'Union fédérale des syndicats de l'État de la CGT

Comment comptez-vous exercer cette pression ?

Notre premier rendez-vous sera le 1^{er} octobre, où nous appelons à la grève et aux manifestations dans toute la France. Le gouvernement doit répondre à l'urgence sociale. La CGT prévoit aussi l'organisation d'états généraux des services publics. Ils seront une caisse de

résonance aux besoins des usagers. L'affaissement, pour ne pas dire l'effondrement, des services publics est une des causes des fractures au sein de la société. Ces états généraux ont vocation à déboucher sur des propositions concrètes. Nous avons la certitude qu'il faut faire sauter le verrou budgétaire et en finir avec les politiques d'austérité qui n'ont cessé de priver la fonction publique de moyens vitaux. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR HAYET KECHIT

ENTRETIEN

Qu'attendez-vous de la lettre adressée à Michel Barnier ?

Nous avons en effet interpellé le nouveau premier ministre sur la question du pouvoir d'achat. La revalorisation du point d'indice de 3,5 % en 2022, puis de 1,5 % en 2023, est parfaitement insuffisante au regard de l'inflation et après plus d'une décennie de gel de la valeur du point. À la CGT, nous ne nous résoudrons pas à ce que 2024 soit, comme l'avait affirmé Stanislas Guerini (ministre démissionnaire de la Fonction publique – NDLR), une année blanche et nous exigeons une revalorisation de 10 %. Nous avons par ailleurs demandé le maintien d'un ministère de plein exercice. Il est inconcevable que des



Les syndicats craignent une année blanche pour le point d'indice.

FRED HARVAUX / REA



Un militaire jamaïcain accueilli par le directeur de la police haïtienne, à Port-au-Prince, le 12 septembre.

LOUIS GUERINault/
ANADOLU VIA AFP

En Haïti, les objectifs cachés de la nouvelle force étrangère

CARAÏBE Censée prêter main-forte aux policiers de l'île dans la lutte contre la violence des gangs armés, la nouvelle force validée par l'ONU arrive au compte-gouttes. Surtout, l'objectif affiché paraît une mission impossible sans une prise en compte réelle des dominations politiques et économiques.

Il y en a désormais 426 précisément. Aux 400 policiers kenyans débarqués fin juin en Haïti, sont venus s'ajouter 20 militaires et quatre policiers jamaïcains, ainsi que deux soldats du Belize, un petit État du Commonwealth situé en Amérique centrale, sur la mer des Caraïbes. Le commandant kenyan Godfrey Otunge, qui dirige la mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), s'est réjoui que celle-ci soit « désormais une mission entièrement multinationale ». En attendant quelques effectifs que le Bénin ou le Bangladesh ont promis d'envoyer. Mais c'est un leurre : derrière cette mission conduite par le Kenya, « ce sont bien la communauté internationale et notamment les États-Unis qui sont à la manœuvre », indiquait le 15 septembre le politologue Frédéric Thomas, chercheur au

Centre tricontinental, lors d'un débat consacré à Haïti sur le sujet à la Fête de l'Humanité.

L'objectif affiché de la MMAS, instaurée par une décision du Conseil de sécurité des Nations unies du 2 octobre 2023, est d'apporter un soutien aux forces de l'ordre haïtiennes dans la lutte contre la violence et les gangs armés. Depuis plus d'un an, la situation est catastrophique : les gangs tiennent près de 80 % du territoire de la capitale, Port-au-Prince, contrôlent de nombreuses routes cruciales pour tout déplacement. Le pays compte près de 600 000 déplacés internes sur une population d'environ 11,5 millions de personnes. Meurtres, viols de masse et enlèvements contre rançon rythment le quotidien d'une population qui tente souvent l'exil, notamment via la République dominicaine voisine.

UNE LONGUE HISTOIRE D'INGÉRENCE

La démission d'Ariel Henry, en mars, exigée et obtenue par les gangs puis par la communauté internationale, menée par les États-Unis, n'a rien résolu – comme il était prévisible. Le gouvernement du nouveau premier ministre, Garry Conille, n'a aucune légitimité aux yeux du peuple haïtien. C'est pourtant lui qui « dirige le pays depuis mai 2024, sur mandat du Conseil de transition présidentiel, dans un contexte de crises politiques à répétition, la dernière depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021 », résilie Christophe Ventura, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques et spécialiste de la région Caraïbe, dans une analyse. Des élections ont été promises par le Conseil de transition pour mi-2025, mais on voit mal comment elles pourraient se tenir dans un tel contexte d'insécurité.

« Le Kenya, qui dirige la mission, est proche de Washington et sert ses intérêts. »

CHRISTOPHE VENTURA,
CHERCHEUR À L'IRIS

Quant à la MMAS, elle s'inscrit en réalité dans la longue histoire des forces d'ingérence étrangère en Haïti, comme l'analyse Frédéric Thomas, qui rappelle que le pays a « connu déjà sept forces d'intervention étrangère ». Quant au choix surprenant du Kenya, il l'explique aisément : « Pourquoi le Kenya ? Parce que personne ne voulait y aller, le Brésil, par exemple, a refusé », précise le politologue. Les États-Unis ne veulent plus apparaître en première ligne, mais refusent de cesser les livraisons d'armes en Haïti et de mettre en place des sanctions contre des élites économiques et politiques corrompues. Pour Christophe Ventura, « l'administration Biden a dit ne pas vouloir gérer et intervenir directement en Haïti, donc ils ont trouvé une autre solution validée par l'ONU. Le Kenya de William Ruto est proche de Washington et sert ses intérêts ». Cela permet aussi au pays africain de « faire la démonstration d'une capacité de puissance et de commandement », malgré les vives protestations de l'opposition kényane.

La communauté internationale a beau jeu de s'offusquer de la violence des gangs : « Tant qu'on ne dénoncera pas les liens entre les gangs armés et un personnel politique corrompu, rien ne pourra avancer », dénonce Frédéric Thomas, qui pointe « une impunité généralisée dans un pays parmi les plus inégalitaires au monde, un héritage de la période coloniale ».

Pourtant, alors qu'elle ne compte que 426 policiers et militaires sur les 2500 promis, le mandat de la MMAS doit arriver à échéance... ce 3 octobre. « On sait très bien que ce mandat sera prolongé », juge Frédéric Thomas. D'autant que c'est le Conseil de sécurité qui doit prendre cette décision, et personne ne s'opposera à Washington pour un petit pays comme Haïti, considéré comme faisant partie de la zone d'influence du voisin yankee. Certainement pas la France, qui a toujours considéré l'île comme ennemie, deux cents ans après la révolution qui mit fin à la colonie française et donna naissance à la première République noire au monde. ■

BENJAMIN KÖNIG

Le Mossad pointé du doigt après les explosions au Liban

PROCHE-ORIENT Le sabotage d'appareils qui a fait plus de 20 morts et des milliers de blessés au pays du Cèdre pourrait être le fait des services de renseignements extérieurs israéliens. De quoi déclencher une guerre régionale.

« Jetez vos smartphones, enterrez-les, mettez-les dans une boîte de métal et éloignez-les ! »

Dans un discours daté du mois de février, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, préconisait d'éloigner les téléphones portables pour se protéger de l'espionnage d'Israël. « Le smartphone est un appareil d'espionnage ! Il entend tout ce que vous faites, dites, envoyez et prenez en photo. Votre localisation, votre maison... Israël n'a pas besoin de plus que cela », prévenait-il alors. Cet espionnage d'Israël était sans doute plus profond encore que ce que pensait le dirigeant du mouvement libanais. Beaucoup de membres du Hezbollah, mais pas seulement, avaient en effet pris l'habitude de se servir de bipeurs pour éviter justement d'être écoutés en utilisant des smartphones. Jusqu'à ce que, mardi, l'impensable se produise. L'explosion simultanée à travers le Liban de ces bipeurs a fait 12 morts (dont 2 enfants) et près de 2800 blessés. De quoi déclencher une guerre que recherche avec persévérance Benjamin Netanyahu. Neuf autres personnes ont trouvé la

mort et 100 autres ont été blessées par des explosions similaires de talkies-walkies, ce mercredi.

« D'après les enregistrements vidéo (...) un petit explosif de type plastic a certainement été dissimulé à côté de la batterie (des bipeurs) pour un déclenchement à distance via l'envoi d'un message », a estimé sur X Charles Lister, expert au Middle East Institute (MEI). Ce qui signifie pour lui que « le Mossad (service secret extérieur israélien – NDLR) a infiltré la chaîne d'approvisionnement ». Selon le New York Times, un message apparaissant comme venant de la direction du Hezbollah a fait biper l'appareil, mardi, pendant plusieurs secondes avant de déclencher l'explosif.

Le groupe taïwanais Gold Apollo, dont la marque figure sur les bipeurs qui ont explosé, a rejeté, mercredi, toute responsabilité dans leur fabrication sur son partenaire hongrois BAC, qui affirme lui-même n'être qu'un intermédiaire. Fondée en 2022, la compagnie BAC Consulting est enregistrée à Budapest, dans un bâtiment de deux étages situé en périphérie de la capitale hongroise appartenant à une entreprise qui fournit des adresses de

domiciliation, selon l'AFP. Sur son site Internet, désormais inaccessible, BAC dit « œuvrer à l'échelle internationale en tant qu'acteur de changement avec un réseau de consultants ».

Pour l'heure, le mystère reste entier, mais que la piste mène à la Hongrie, dont le chef du gouvernement, Viktor Orban, est un grand ami politique de Benjamin Netanyahu, ne manque pas d'interroger. Même si le gouvernement hongrois explique qu'il n'y a pas de site de production de ces bipeurs sur son sol. Dans la chaîne, il y a obligatoirement eu des complicités.

Les responsables de l'attaque meurtrière « devront rendre des comptes », a averti, mercredi, le haut-commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme, Volker Türk. « Le ciblage simultané de milliers de personnes, qu'il s'agisse de civils ou de membres de groupes armés, sans savoir qui était en possession des engins ciblés, où ils se trouvaient et dans quel environnement ils se trouvaient au moment de l'attaque, constitue une violation des droits de l'homme et, dans la mesure où il est applicable, du droit international humanitaire. » ■

PIERRE BARBANCEY



Intervention des secours à Beyrouth, mercredi, après une explosion survenue durant des obsèques.



Le Bastion des larmes,
d'Abdellah Taïa. P. 18

Ann D'Angleterre,
de Julia Deck. P. 18

Qui a peur du genre ?
de Judith Butler. P. 20

«J'ai pris la mesure de la puissance du désir de justice»

RÉCIT Dans *Personne morale*, Justine Augier revient sur l'affaire Lafarge. La multinationale aurait financé le terrorisme en Syrie pour pouvoir y poursuivre son activité.

L'enquête commence un jour d'été, dans de petits bureaux près de la gare Saint-Lazare. On y découvre Marie-Laure Guislain, Babaka Tracy Mputu et Sarah Brimboeuf, respectivement juriste et élèves avocates au sein de l'association Sherpa, fondée en 2001 par William Bourdon. Pas à pas, elles vont échafauder une plainte contre le cimentier Lafarge, qui, entre 2011 et 2014, aurait financé la guerre et Daech pour poursuivre ses activités en Syrie. À partir d'entretiens, l'autrice suit ce travail de fourmi et le combat de ces jeunes femmes, galvanisées par leur foi dans le droit, contre une multinationale défendue par une armée d'avocats. Avec ce récit documentaire en lice pour le prix Décembre, Justine Augier poursuit un travail important sur la Syrie, entamé en 2017.

Ce livre forme, avec *De l'ardeur* (2017) et *Par une espèce de miracle* (2021), une trilogie autour de la Syrie.

Quel est votre lien avec ce pays ?

J'ai écrit sur la révolution syrienne et son écrasement, notamment dans l'idée de montrer que cette histoire nous concerne. Avec l'affaire Lafarge, ces liens apparaissent de manière indéniable. L'angle du récit m'est apparu quand j'ai découvert le travail des juristes qui portaient plainte aux côtés des salariés syriens. Ces jeunes femmes travaillaient au sein de deux associations, Sherpa en France et ECCHR en Allemagne, qui tentent d'obtenir justice pour les crimes commis par de grands acteurs économiques.

Sur quels motifs se bâtit la plainte que les juristes échafaudent ?

Pour rester en Syrie, Lafarge a financé des groupes armés. Les dirigeants ont aussi demandé à leurs salariés syriens

de continuer à travailler, les exposant ainsi au danger alors qu'ils avaient mis leurs salariés expatriés à l'abri. Ces juristes reviennent à la souffrance des salariés syriens kidnappés et pris pour cible pendant trois ans. Il y a donc plusieurs chefs d'accusation : financement d'entreprise terroriste, complicité de crime contre l'humanité – c'est la première fois dans l'histoire qu'une entreprise est mise en examen pour un tel fait – et mise en danger de la vie d'autrui. La plainte a été déposée en 2016 et les mises en examen datent de 2017 et 2018. Évidemment, Lafarge a utilisé tous les recours possibles et fait appel sur tous les fronts. Aujourd'hui, les mises en examen pour financement d'entreprise terroriste, complicité de crime contre l'humanité et violation d'un embargo tiennent encore.

Le lien évident entre cette affaire et nous, c'est le financement du terrorisme, y compris sur le sol français...

Cette affaire a eu un grand retentissement en France car on en a pris connaissance après le 13 novembre 2015. On peut penser que l'argent versé à Daech pendant des années a pu permettre de financer les attentats qui ont eu lieu en France. Les sommes versées aux différents groupes armés sont difficiles à évaluer mais pourraient aller jusqu'à 15 millions de dollars. Sachant que le coût des attentats du 13 novembre est estimé à 80 000 euros.

Le livre s'intitule *Personne morale*.

Pourquoi ce concept juridique est-il essentiel ?

Les dirigeants de Lafarge sont responsables mais ils ont commis leurs crimes dans l'intérêt de l'entreprise, parce qu'elle le permettait et les a peut-être encouragés. Pour obtenir justice, il faudra questionner les intérêts supérieurs incarnés par la personne morale, évaluer la responsabilité de tout le système lors d'un procès qui n'a pas encore eu lieu.

En quoi l'affaire Lafarge est-elle symptomatique d'un fonctionnement plus large ?

Elle est symptomatique de la manière dont les multinationales tentent de se rendre irresponsables des crimes commis par leurs filiales. Le travail des juristes consiste notamment à démontrer que les décisions étaient prises au siège. Lafarge a financé les groupes armés entre 2011 et 2014. Pour se justifier, l'un des dirigeants a dit à la police que « c'était une affaire syrienne », puisque les attentats du 13 novembre 2015 n'avaient pas encore eu lieu. On voit bien à quel point cette vision étroite est potentiellement criminelle. Je précise que le génocide yézidi, la prise de Raqqa, les massacres de civils avaient déjà eu lieu, à quelques centaines voire dizaines de kilomètres de l'usine. Au cœur de cette affaire, il y a aussi le scandale du mépris de certaines vies.

Quel travail avez-vous mené sur le langage et les brèches qu'on peut y trouver ?

La langue joue un rôle très important dans le livre. D'un côté, j'essaie de faire entendre la langue de l'entreprise, creuse, pleine de clichés, qui vide de leur substance des mots comme « éthique », « valeurs », « responsabilité ».

J'ai voulu montrer le potentiel criminel de cette langue obsédée par le profit, qui devient incapable de saisir ce qui advient. De l'autre côté, les juristes sont persuadées que les mots peuvent changer les choses. Elles rédigent une plainte avec un soin immense, sont attentives au temps des verbes, au moindre mot, à la moindre virgule. Elles écoutent la parole des victimes. Ce sont deux visions du monde qui s'affrontent.

Comment avez-vous trouvé la forme et le ton du livre ?

Svetlana Alexievitch parle de « récit documentaire ». J'ai commencé à procéder ainsi avec *De l'ardeur*, qui retraçait la trajectoire de l'avocate syrienne Razan Zaitouneh, car

« J'ai voulu montrer le potentiel criminel de cette langue obsédée par le profit, qui devient incapable de saisir ce qui advient. »



Face à l'oubli cultivé par le régime de Bachar Al Assad, l'écrivaine documente inlassablement. MELANIA AVANZATO/OPALE PHOTO

je ne pouvais pas avoir recours à la fiction. Face à l'oubli cultivé par le régime syrien, les révolutionnaires ont fait de la documentation une arme primordiale qui leur permettait de se réapproprier leur histoire et d'ouvrir le futur. Mais chaque livre appelle sa propre forme. Dans celui-là, je m'efface davantage. Les faits sont d'une telle énormité qu'il ne faut rien surligner. C'est aussi pour cela que je n'ai pas eu recours à la fiction : personne n'aurait cru à certains personnages, à certaines phrases prononcées. La narration se veut fluide, linéaire. Les avocats de Lafarge tentent de ralentir l'affaire, de la démembrer, de séparer les infractions pour faire perdre le sens des faits. Face à cela, j'ai voulu retrouver de la vitesse, de la clarté.

C'est ce que peut la littérature selon vous ?

Sur ce genre d'affaire, la justice est rendue de façon extrêmement lente en France. Par exemple, les appels sur les procès de Karachi se poursuivent, ça n'a plus de sens. La justice doit être rendue quand elle fait sens, elle doit être lisible, sinon le procès perd de sa charge. Il me semblait important de se saisir de l'affaire aujourd'hui et

d'essayer de trouver des points de résonance. La littérature a quelque chose à voir avec la justice, on y travaille la temporalité, l'idée de conséquence, de responsabilité.

Vous terminez le livre en parlant de Razan Zaitouneh, est-ce une manière de boucler la trilogie syrienne ?

C'est une démonstration de gratitude. En travaillant sur sa trajectoire, j'ai vraiment pris la mesure de la puissance du désir de justice. Dans son cas, rien n'en est venu à bout, ni les disparitions et la torture de ses proches, ni le fait d'être dans une zone bombardée et assiégée. Même si ce n'est pas comparable, j'ai retrouvé chez ces juristes la force, l'élan, la créativité que peut donner ce désir de justice. Nous sommes dans un temps où les perspectives sont fermées, où le politique semble impuissant. En utilisant le droit, ces femmes trouvent collectivement et de manière humble des brèches où s'engouffrer pour rouvrir le champ des possibles. En utilisant le droit de cette manière, elles le rapprochent de la justice. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SOPHIE JOUBERT

Rééquilibrer un rapport de force inégal

Dans un récit documentaire prenant, Justine Augier rend hommage aux juristes qui ont permis de mettre en cause le cimentier Lafarge pour ses activités en Syrie.

Personne morale, de Justine Augier, Actes Sud, 288 pages, 22 euros

L'affaire avait fait grand bruit dans la presse, notamment autour de la question de la responsabilité de l'État français. Entre 2011 et septembre 2014, le cimentier Lafarge, « une multinationale colossale et tentaculaire », aurait financé le terrorisme et la guerre pour poursuivre ses activités dans son usine de Jalabiya, en Syrie. C'est un angle différent qu'a choisi Justine Augier, dont c'est le troisième livre autour de la Syrie, pour la retracer. En suivant le travail minutieux de plusieurs juristes employés par deux associations en France et en Allemagne, l'autrice remet au centre le sort des Syriens contraints de se rendre quotidiennement à l'usine alors que les expatriés avaient été mis à l'abri.

À partir d'entretiens et de recherches rigoureuses, elle construit un récit étrangement captivant où s'affrontent deux visions du monde : d'un côté, des hommes puissants, obsédés par le profit et épaulés par les plus grands cabinets d'avocats de Paris ; de l'autre, des jeunes femmes qui ont pour seule arme leur foi dans le droit, une matière austère qu'elles manient avec une étonnante créativité pour trouver les interstices où la justice peut éclore. « Il leur faut traduire les faits en droit, passer par la langue hermétique qui repousse et exclut, cette langue à la fois vague et précise, raide et ornementée, mystérieuse, jalonnée de mots latins », écrit-elle.

UNE LONGUE HISTOIRE FAITE D'EXCUSES

C'est dans la manière de scruter la langue que le travail des juristes rejoint celui de l'écrivaine, qui s'efface presque pour se mettre au service d'une cause juste. En faisant entendre les voix de ces jeunes femmes qui se relaient collectivement pour faire avancer le dossier, elle rééquilibre par la littérature un rapport de force pourtant violemment inégal. Il faut lire les justifications des dirigeants de Lafarge dans la continuité d'une longue histoire faite d'excuses, entachée par l'expansion durant la période coloniale et la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale en fournissant le ciment pour construire les bunkers de la Côte atlantique. En octobre 2022, Lafarge a accepté de payer l'équivalent de 716 millions d'euros aux États-Unis et de plaider coupable pour avoir aidé des organisations terroristes, dont Daech, afin d'éviter le procès. Il n'a toujours pas eu lieu, malgré la solidarité des chefs d'accusation. ■ S. J.



Retour sans merci au pays natal et sur soi-même

LITTÉRATURE Abdellah Taïa signe un roman d'une grande puissance révélatrice qui met en lumière une société marocaine fondée sur l'hypocrisie et la haine des homosexuels.

Le Bastion des larmes, d'Abdellah Taïa, Julliard, 212 pages, 21 euros

Après une fiction sur les « années de plomb » du règne d'Hassan II, Abdellah Taïa était revenu à la veine autobiographique pour évoquer notamment sa mère endurcie par les souffrances. Cette fois, l'écrivain marocain de langue française signe le roman d'une existence d'homosexuel exilé de retour dans sa ville natale de Salé pour liquider l'héritage familial.

Le passé de Youssef, professeur qui vit en France, lui remonte à la

gorge, avec des figures enfouies, dont celle de Najib, ami et amant de jeunesse happé par le trafic de drogue et l'amour envahissant d'un colonel de l'armée d'Hassan II qui affirme ne pas être « le seul gay de l'armée marocaine ». L'homosexualité devient alors le vecteur d'une analyse impitoyable de la société marocaine.

Abdellah Taïa montre les « hétérosexuels et leur dictature », et l'enfance gâchée de ceux qui se savent différents. Une séquence expose les manigances d'un homme, la soixantaine respectable, qui tripote au hammam un garçonnet de 8 ans. « Cet enfant, dit Youssef, c'est moi et beaucoup d'enfants comme moi. On nous repère

dès la petite enfance. Les gamins efféminés. Les chouchottes. Les petites filles au nom de garçon. Les homos. Les pédés. » « On commence notre destruction programmée très tôt. »

LE VIOL POUR SYSTÈME

L'homosexualité est « haram », les pédés sont des « mécréants », clame la voix collective, escortée par celle des imams, qui, sur ce point, ont kidnappé Allah : « Il est leur propriété, leur logo, le hashtag qui les rassemble et les protège. » L'auteur revient sur l'enfance du héros, dans une famille pauvre : trois frères et six sœurs, entassés dans trois pièces. Youssef était fourré dans les jupes de ces dernières, ses « bombes, ses divas ». Elles l'ont tôt compris, sans jamais le protéger lorsqu'il mettait le pied à l'extérieur. Mariées, elles se sont soumises au pouvoir des hommes et « à celui de la famille ».

Crachats, insultes, coups, viols collectifs, Abdellah Taïa dénonce un vrai « système » fondé sur des « traditions de viol », commis en toute impunité sur les petits garçons. Il y a d'autres personnages, comme la bonne, Mounya, lesbienne, ex-prostituée. « Elle est comme nous, dit le spectre de Najib, une marginale, une martyre. »

Le Bastion des larmes est un récit sans fard, au cours duquel Youssef et la voix du fantôme de Najib parlent crûment. Abdellah Taïa – l'un des premiers Marocains à avoir publiquement révélé son homosexualité – brosse sans peur le tableau d'une société confrontée à sa tradition collective étouffante qui structure ses membres depuis des siècles. ■

MURIEL STEINMETZ



À Salé, au Maroc, où Youssef retourne liquider l'héritage familial.

Une pour toutes, dans un acte de résistance

LITTÉRATURE Émilienne nettoie les toilettes pour dames d'un centre commercial. Elle se fait la « scribe » de celles qui viennent y fuir un moment la « démolition » de leur existence.

La Ronde des poupées, de Tatiana Arfel, Fugue éditeur, 224 pages, 20 euros

Comme chaque matin, Émilienne règle sa marche. Elle sait le nombre de pas qui la conduit au vestiaire. Elle ne se presse pas, tape un code sur le boîtier, le troisième depuis son entrée dans la galerie Horizon. Elle enfle sa blouse, veut être impeccable, prend ses produits, ses outils et s'attaque au sol des toilettes pour dames du centre commercial. Elle a eu le temps de prendre un café, de laisser revenir le souvenir de celui que buvaient les adultes quand elle avait 8 ans. Toute la journée, des moments défilent, entre pauses et heures de pointe. Toute une vie va affluer à sa mémoire.

« Toute vie est bien entendu un processus de démolition », a-t-elle lu, plus tard, adulte, sans savoir que l'auteur, Scott Fitzgerald, en était un expert. De fugue en clochardisation, de départ au bout du monde en refuge en communauté, Émilienne « bouillonne », ne se fixe comme règle que de « se prendre par surprise pour avancer ». L'aventure la dépose dans la galerie, à 62 ans, continuant à « creuser un tunnel dans le quotidien ». Elle y rencontre les femmes qui viennent un moment relâcher la tension, se réfugier, tenter de réparer les dégâts de la vie, tragiques ou ordinaires. Estelle, Nedjma, Ekaterina, Gaëlla, Iris, Raphaëlle, Aloïs, Juliette, Sylvie, Michèle, Mirna, Nina, douze destins, douze corps qui vont fusionner dans ce roman beau et poignant, dans ce cri : « Nous sommes toutes les femmes et nous continuons. » ■ A. N.

Les vies d'Ann d'Angleterre et d'Ann de France

LITTÉRATURE Pour que sa mère hospitalisée reste en vie, Julia Deck se bat avec l'institution médicale, tout en racontant son histoire.

Ann d'Angleterre, de Julia Deck, Seuil, 252 pages, 20 euros

Le dimanche soir du premier tour de la présidentielle de 2022, Julia a un programme précis : « Manger un bon truc. Écouter le résultat du vote. Aller me coucher avec Edith Wharton. » Elle compte sur sa mère, chez qui elle va dormir, et sur la romancière américaine pour oublier autant que possible le mauvais week-end qu'elle a passé, et que les premières estimations n'améliorent pas. Mais en poussant la porte, elle voit sur le carrelage de la salle de bains le corps de sa mère. Elle a passé vingt-huit heures dans cette position. Aucun espoir, lui dit-on à l'hôpital.

Celle dont elle attend la mort s'appelle Eleanor Ann, elle est née en 1937 à Bellingham, dans le nord de l'Angleterre. La ville, pendant l'entre-deux-guerres, est devenue le centre de l'industrie chimique britannique. C'est là, en 1930, que George Frayter, ouvrier, et Olivia Charlton, fille d'ouvrier, se marient. Olivia donne naissance à Betty puis à Eleanor Ann. Vivre n'est guère facile dans ce foyer où « chacun est plus ou moins esclave des autres ». C'est cette vie qui va quitter Eleanor Ann et que Julia Deck raconte, comme si, déjà, il fallait trouver dans les mots une façon de ne pas l'interrompre.

CHAQUE ARMOIRE A SON SQUELETTE

Ann ne meurt pas. Il faut maintenant lutter pour que la médecine qui la voyait hier morte et qui la dit aujourd'hui irrécupérable ne l'abandonne pas une fois de plus. Le mot n'est pas de trop. Obtenir une véritable prise en charge est un combat. Le roman de Julia Deck va se déployer sur ces deux plans, le combat de la mère pour se sortir de Bellingham, étudier, venir en France, et celui de la fille pour ramener à la vie cette « patiente qui s'obstine à ne pas mourir ».

Les récits d'Ann de France et d'Ann d'Angleterre ne sont pas si distincts qu'on croit. Depuis un moment, une phrase – qu'on laissera le lecteur découvrir – revient dans la tête de Julia. Soudain, les mots prennent leur sens plein, et ouvrent une nouvelle dimension à cette histoire. Sur le sol mouvant des secrets de famille, des fantasmes de filiation, les mots partent en roue libre, confirment tout ce qu'on veut, chaque armoire a son squelette : « It's fascinating », dit une cousine concernée.

Julia Deck raconte qu'à des universitaires étudiant les rapports entre fiction et autobiographie, elle déclarait : « Je caresse l'idée d'un récit où je pourrais enfin dire LA VÉRITÉ. Comme si je savais ce qu'est la vérité. » Si elle le savait, aurions-nous ce livre « so fascinating » ? ■

ALAIN NICOLAS



ESSAI Derrida/Glissant, rencontre de «deux pensées de l'altérité»



Jacques Derrida et Édouard Glissant en dialogues, d'Aliocha Wald Lasowski, Presses universitaires de Vincennes, 164 pages, 15 euros

Auteur de plusieurs essais sur Édouard Glissant, Aliocha Wald Lasowski signe une étude consacrée cette fois aux rapports entre la pensée du romancier martiniquais (1928-2011) et la philosophie de Jacques Derrida (1930-2004). En s'adonnant à l'exploration de leurs œuvres respectives, il y décèle, indissociablement, «deux pensées de l'altérité», «deux philosophies postcoloniales» et, en dernière analyse, «une autre poétique de la littérature».

Le principal mérite de l'ouvrage consiste à dégager les traits communs qui unissent ces deux pensées critiques, de la créolisation chez Glissant, de la déconstruction chez Derrida. L'exposé de leurs trois rencontres intellectuelles (Bâton-Rouge, Strasbourg et Meina), intervenues dans leur période de maturité, restitue ainsi la proximité de leurs parcours respectifs et la richesse de leurs échanges. Le long chapitre sur le Parlement international des écrivains, en particulier, replace leur construction intellectuelle dans un cercle d'amitiés et de circulation d'idées (Abdelkébir Khatibi, Salman Rushdie, Gayatri Spivak). Toutefois, la mise en regard de leurs développements théoriques n'équivaut pas à une véritable comparaison, qui ferait ressortir les différences

entre les deux auteurs, et en expliquerait les fondements. De manière générale, le propos du livre prend trop souvent la forme d'un inventaire des principaux concepts de chacun («Tout-monde», «opacité» et «multilinguisme» chez Glissant, «différance», «secret» et «hospitalité» chez Derrida), sans remonter à leur genèse théorique, ni s'appesantir sur la manière dont les deux philosophes ont pu se lire et se critiquer mutuellement. Certes, on trouve quelques développements sur leur rapport à Nietzsche ou sur leur débat de 2004. Mais ce «rapprochement» ou ces «passerelles» ne semblent pas suffire à ressaisir un véritable dialogue, ni, comme l'entend l'auteur, une «relation profonde et durable entre deux amis».

LUCIEN ROULLÉ

ESSAI Actualités anarchistes



Il n'y a pas eu de Révolution, de Catherine Malabou, Rivages, 120 pages, 20 euros

Et si Proudhon avait raison lorsqu'il affirmait, dans *Qu'est-ce que la propriété?*, en 1840 : «Il n'y a pas eu de Révolution»? L'ancienne société de privilèges et de servitudes perdurerait depuis, l'oligarchie poursuivant l'aristocratie. La philosophe Catherine Malabou, qui, il y a deux ans, publiait *Au voleur! Anarchisme et philosophie*, nous invite dans son dernier ouvrage à reconsidérer la pensée de Proudhon au-delà des critiques de Marx, grand détracteur du célèbre anarchiste, qui, à la *Philosophie de la misère* (1846) du premier, répondit l'année suivante en

publiant *Misère de la philosophie...* Proudhon permet, selon Malabou, de réinterroger les fondements de la propriété en tant que vol originel, ainsi que son impossible légitimité. Il met en évidence «le lien structurel qui existe entre propriété et extranéité» : la propriété exclut, rend étranger aux choses et aux services ceux qui en sont privés. La notion de droit d'aubaine, méconnue malgré ses nombreuses occurrences dans l'œuvre de Proudhon, renvoie d'une part à un avantage inespéré, d'autre part à un droit féodal de réquisition des biens des étrangers morts sur le territoire. C'est par elle que la Révolution n'aurait fait qu'institutionnaliser la propriété privée, dont le principe confiscatoire aurait permis une sorte de continuation de l'Ancien Régime. La pensée anarchiste permettrait d'explicitier le principal défi politique actuel : comment «devenir le porte-parole de tous les aubains, serfs, bâtards, ouvriers, tout en restant un étranger, interroger la mémoire volée de la servitude sans créer de mémoire servile, ni de disciples obéissants»? ■

NICOLAS MATHEY

BD L'émancipation par la tarentelle



Pizzica Pizzica, de Solène Rebière, Futuropolis, 26 euros, 192 pages

Solène Rebière, avec finesse, subtilité, délicatesse, mais non sans détermination, raconte la vie d'une jeune femme, Apolline. En un triptyque parfaitement maîtrisé, la dessinatrice-scénariste dresse avec émotion le portrait d'humains, tout en précision et douceur à la fois. Elle raconte sans jamais se mettre en avant, laissant toute la place à son héroïne durant l'enfance, le temps du premier amour déçu et la renaissance à soi par la découverte de la tarentelle, danse du sud de l'Italie. Le scénario qu'elle signe présente d'abord une naissance provoquée, imposée par le père à la mère, en une césarienne qui va marquer le destin de la petite fille. Qui décide de sa vie? Qui décide des temps de sa vie, qui impose les étapes de son âge d'adolescence, puis de jeune femme? Ira-t-elle jusqu'au bout de son aventure théâtrale? Saura-t-elle affronter les affres d'un amour qu'elle croyait égalitaire et réciproque et qui s'avère un tunnel sous l'emprise d'un homme lui imposant son désir? Où trouver son espace-temps et comment devenir une jeune adulte?

Tout à coup, quelques tirades de Cyrano, qui veut se construire modestement mais seul, mais surtout de magnifiques planches sur un bain salubre et régénérateur en Méditerranée livrent la clé. Apolline part à la reconquête d'elle-même, de sa chronologie, renouant avec le fil de son horloge intérieure, enfin maîtresse de son existence. Elle découvre la danse initiatique et la transe des femmes du sud de l'Italie piquées par la tarentule et devant expulser le venin par la danse. La fin est de plus en plus intense, prenante et poétique, lorsque le dessin traduit la musique de façon si touchante. Entre onirisme et parcours existentiel, Solène Rebière signe une chorégraphie dessinée, entraînant le lecteur dans sa danse «pizicesque».

PIERRE SERNA

ESSAI Des images en guise d'exutoire



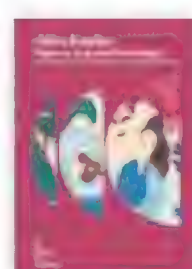
Donner à voir. Images de Birkenau, du Sonderkommando à Gerhard Richter, d'Éric de Chassey, Gallimard, 104 pages, 20 euros

En 2008, Gerhard Richter lit *Images malgré tout*, de Georges Didi-Huberman, dont les quatre photographies prises en 1944 par les membres du Sonderkommando d'Auschwitz-Birkenau sont le sujet. Le peintre décide alors de «rendre» en peinture ces photographies. Il

comprend qu'il n'y arrivera pas avec des peintures figuratives et que l'abstraction est la condition des tableaux Birkenau. «Aucun artiste ne saurait se mettre dans la situation d'un tel témoin et encore moins de participant», explique Éric de Chassey. Pour l'historien de l'art, il n'est pas certain que, malgré toutes les bonnes intentions du monde, ces œuvres abstraites ne succombent pas au risque de présenter des «images en guise d'exutoire (...) qui serviront (...) de discrète consolation et d'invisible ostensor pour l'amour des images».

DIDIER PINAUD

BIOGRAPHIE Baya, artiste algérienne et reine du Tout-Paris



Baya ou le grand vernissage, d'Alice Kaplan, éditions Le Bruit du monde, 264 pages, 23 euros

Spécialiste d'Albert Camus, Alice Kaplan livre, avec *Baya ou le grand vernissage*, le dernier volet de sa trilogie algérienne. Historienne, elle enseigne la littérature française à l'université de Yale (États-Unis). S'appuyant notamment sur des archives inédites déposées à Aix-en-Provence, l'autrice nous emmène sur les traces d'un parcours tout aussi singulier que prodigieux. Elle restitue un moment phare de la vie de l'artiste Baya, née

dans la campagne algéroise en pleine expansion coloniale : le vernissage à Paris de sa première exposition, alors qu'elle n'a pas 16 ans. Ce 21 novembre 1947, la frêle orpheline est propulsée dans le Paris littéraire et artistique de l'après-guerre et de l'Algérie française. Elle pose avec Braque, Matisse, Mauriac, Camus et Breton, conquis par la beauté de ses œuvres précoces : 149 aquarelles et 10 figurines. Si, pour André Breton, qui a préfacé le catalogue, Baya est la reine du «début d'un âge d'émancipation et de concorde», Camus retiendra, lui, «la dignité de son maintien au milieu de la foule, une princesse au milieu des barbares». L'ouvrage est illustré, en couleurs, d'œuvres de Baya.

LATIFA MADANI



Judith Butler face au fascisme anti-woke

ESSAI Dans son ouvrage publié en français, la professeure de Berkeley brocarde l'offensive réactionnaire en cours et appelle à la contrer en associant « la lutte pour la liberté du genre à la critique du capitalisme ».

Qui a peur du genre ?, de Judith Butler, Flammarion, 448 pages, 23 euros

Partout la diabolisation de l'« idéologie du genre » et des « théories critiques de la race » est le symptôme de tendances fascistes : elles mettent en cause les lois antidiscriminatoires ou le droit à l'avortement, défendent des politiques d'exclusion racistes, homophobes et anti-trans, ouvrant les conditions à la multiplication des razzias et des crimes.

Cette situation résulte d'une alliance, déjà effective ou en cours de constitution selon les pays, entre les capitalismes nationaux ou impériaux et les fractions les plus conservatrices des diverses scènes politiques, qu'elles soient dominées par un discours anti-occidental et à l'occasion antilibéral, ou qu'elles se présentent comme la défense du plus pur American way of life (Trump).

Partout la propagande anti-woke est le cheval de Troie de politiques furieusement inégalitaires visant l'éradication de tous les droits sociaux. Le succès populaire de ce tour de passe-passe ultra-réactionnaire tient à ce qu'il cristallise un « fantasme psychosocial », né de peurs réelles mêlant le social, l'écologique et l'intime : un complot d'urbains américanisés chercherait à éradiquer la différence sexuelle, et cette « théorie totalitaire » aurait pris le relais du communisme. Butler, sidérée qu'on la brûle en effigie en Amérique du Sud, désamorce ces délires. Non, jamais personne n'a reproché à quiconque de vouloir être Ken ou Barbie (quel que soit d'ailleurs son sexe assigné à la naissance).

Un « fantasme psychosocial » mêlant le social, l'écologique et l'intime.

Il ne s'agit pas d'effacer une différence, mais au contraire de multiplier les possibilités d'existence.

Comme Marx, la philosophe n'ignore pas que le capitalisme tend à défaire toutes les solidarités traditionnelles et que dans un monde où la précarité est la règle, la nostalgie du refuge que peut constituer la famille hétéronormée est d'autant plus forte que la politique de la dette a rendu les États incapables d'assurer les aides sociales élémentaires. Le cas de l'Ouganda, sur lequel elle s'arrête, est exemplaire d'une situation où les institutions religieuses chargées de pallier les défaillances des services publics imposent leurs dogmes.

La caricature de Butler en Mata Hari de l'impérialisme yankee est d'autant plus cocasse que cette philosophe de l'émancipation s'inscrit dans l'héritage de ce qu'on appelle outre-Atlantique la philosophie continentale. On lui reproche aux États-Unis de s'inscrire dans le sillage de la French Theory, et de fait elle poursuit après Derrida, Foucault ou Deleuze la critique de l'universalisme abstrait. Le concept de « genre », martèle-t-elle, n'implique aucune conception « identitaire » ni « culturaliste » de la politique. Contre la réduction des antagonismes à une guerre idéologique des modes de vie, elle explique au contraire qu'« il est essentiel » de s'opposer « au néolibéralisme et à toutes les formes de dévastation capitaliste », et de refuser « la poursuite de la colonisation et toutes les formes de racisme, y compris celles qui s'attaquent aux migrants ».

La professeure de Berkeley appelle la gauche à nouer partout les alliances les plus larges possibles pour contrer cette offensive réactionnaire, en associant « la lutte pour les droits et la liberté du genre à la critique du capitalisme ».

PASCALE FAUTRIER

**LA CHRONIQUE
PHILO DE
CYNTHIA FLEURY**



La culture du viol

C'est un procès à ciel ouvert, dénommé par certains comme étant celui de la masculinité toxique, et par d'autres comme celui du simple patriarcat... Le procès des viols de Mazan réunit 51 hommes qui ont violé une femme sous soumission chimique, le tout orchestré par son époux qui recrutait les candidats « au mode viol » sur un forum intitulé « À son insu », le tout filmé et archivé pendant dix ans. Sans oublier les photos dénudées des fille et belles-filles de l'époux, elles-mêmes droguées et endormies, sans oublier le fait d'avoir permis à d'autres hommes de ce réseau criminel de violer d'autres femmes de leur entourage avec le même procédé. Mais l'effroi ne s'arrête pas là : il se démultiplie devant la non-remise en cause des accusés, leur « bonne foi » de n'avoir pas eu « l'intention de violer », le fait de considérer que le consentement de l'époux vaut pour tout consentement... Une immense mascarade pour masquer, chez certains hommes hélas trop nombreux, la haine des femmes, le mépris et la violence insensée qui s'abattent sur elles.

Dans son ouvrage Résister à la culpabilisation. Sur quelques empêchements d'exister (Zones, 2024), Mona Chollet revient sur un épisode peu connu, « la querelle des femmes », cette polémique qui a eu lieu à la fin du Moyen

Depuis la nuit des temps, c'est à la victime qu'incombe le devoir d'échapper au prédateur.

Âge. L'historienne Éliane Viennot a cherché à comprendre pourquoi le discours misogyne ressurgit avec une telle force au XIII^e siècle. La thèse proposée est simple : au même moment, les universités sont créées,

et l'enjeu du contrôle du savoir, donc du pouvoir, devient déterminant. Il faut réguler l'accès, donc empêcher, en discriminer certains pour en privilégier d'autres : ce sont d'abord les religieux qui s'emparent du « butin ». Les juifs, les chrétiens laïcs et les femmes sont exclus de la possibilité de tout apprentissage et de toute diplomation. Puis, vers la moitié du XIV^e siècle, pour compenser les morts de la peste, les laïcs sont acceptés. Les juifs devront attendre 1791. Et les femmes, la moitié du XIX^e siècle.

La violence sexiste permet tous les abus et les crimes. Concernant le viol, depuis la nuit des temps, c'est à la victime qu'incombe le devoir d'échapper au violeur. « Les viols, écrit Mona Chollet avec une ironie triste, surviennent parce que les femmes sont imprudentes. Elles sont capables d'actes de gentillesse gratuite à l'égard d'inconnus. Elles sortent après la tombée de la nuit. Elles s'amusent, elles dansent, elles boivent. (...) Parfois, elles osent sortir de chez elles ; comment s'étonner qu'elles soient attaquées dans leur cage d'escalier. » D'autres commettent l'erreur inexplicable de dîner avec leur époux, de boire et de manger, sans s'inquiéter d'être droguées à leur insu. De vraies insouciantes, on vous dit, de véritables têtes de linotte. La justice, parfois, permet de récupérer une conscience collective, en étant intraitable avec les coupables. ■

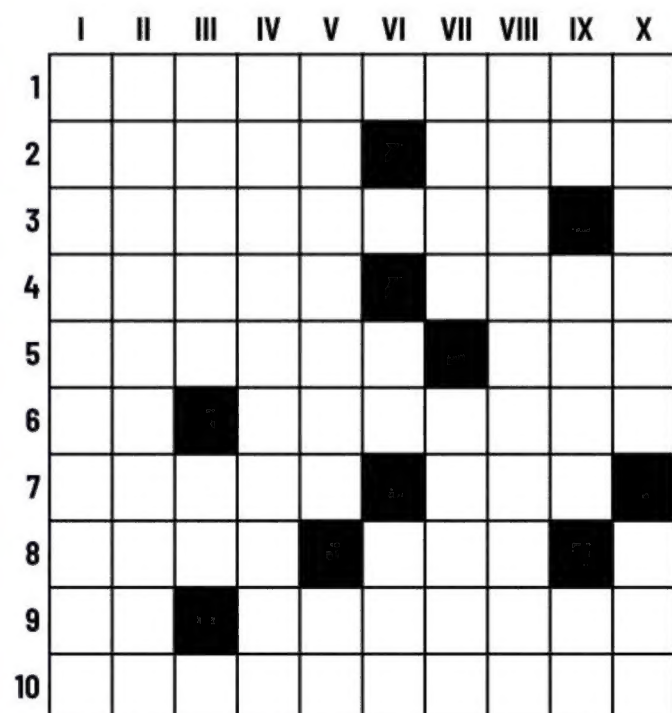


Manifestation contre la participation à une conférence de la philosophe américaine, à Sao Paulo (Brésil), en novembre 2017. FERNANDO BIZERRA JR./EFE/SIPA

Carnet

Paul Rendu est décédé le 20 août, à l'âge de 97 ans. Né dans une famille bourgeoise, catholique et conservatrice, il s'investit très vite dans le mouvement des Scouts de France. Empreint d'humanisme chrétien, l'universitaire diplômé de la Sorbonne refuse les exactions et la torture des guerres coloniales, comme en Algérie. Après deux années à la Vie nouvelle, une association d'éducation populaire, il rejoindra Paul-Henry Chombart de Lauwe, ancien résistant engagé dans le christianisme de gauche qui a créé, en 1954, le Centre d'études des groupes sociaux, lequel deviendra le Centre de sociologie urbaine en 1966. Le sociologue mène des travaux auprès des habitants des grands ensembles. Il rejoint le PCF après Mai 68. Pendant de longues années, il sera un militant fidèle, assidu et parfois critique au sein de la section de Bry-sur-Marne. Un hommage a été rendu à l'ancien directeur de recherche au CNRS par sa collègue Monique Pinçon-Charlot (à retrouver sur humanite.fr). *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N° 24 030 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Des personnes qui ont le droit de vote. **2.** Faire disparaître une interdiction. Bruit anormal d'un moteur. **3.** Alcaloïdes toxiques. **4.** Branche à fruits. Personne très en vue. **5.** Poète arabe. Plante des prés. **6.** Exclamation méridionale. Produit laitier. **7.** Regimbais. Avant l'automne. **8.** Affluent de la Dordogne. Terrain herbu. **9.** Démonstratif. Entaille longue et étroite. **10.** Station-service au Sénégal.

VERTICALEMENT

I. Monte-charge. **II.** Ladres. **III.** Canal d'aération. Aluminium. **IV.** Productrice de graminées. **V.** Choisiras pour mettre à part. Du premier janvier au trente et un décembre. **VI.** Mammifère arboricole. Oiseau grimpeur. **VII.** Elles nous font voir rouge. Groupe de trois numéros sortis sur une même ligne. **VIII.** Très autoritaire. **IX.** Agent de liaison. Godet d'une roue hydraulique. Participe gai. **X.** Ajustée. Petite cheville de golfier.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Electrices. 2. Lever. Raté. 3. Essérines. 4. Vinée. Star. 5. Antara. Rue. 6. Tè. Laitage. 7. Ruais. Ete. 8. Isle. Pré. 9. Ce. Raignure. 10. Essencerie. VERTICALEMENT. I. Elévatrice. II. Lésineuses. III. Évén. Al. IV. Céréalière. V. Tréras. An. VI. Al. Pic. VII. Ires. Terme. VIII. Castateur. IX. Et. Auge. RI. X. Serrée. Tee.

L'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal L'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvere Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de L'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 17 septembre 2024 35 166 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



LES VOYAGES
de
L'Humanité

Japon

D'Osaka à Tokyo

DU 1^{ER} AU 13 MARS 2025 • À PARTIR DE 4 090 €*

LE +

VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR
AXEL NODINOT,
JOURNALISTE À L'HUMANITÉ

RENSEIGNEMENTS
ET RÉSERVATIONS

LVJ VOYAGES
06 85 07 83 02
contact@lvj-voyages.com

LES VOYAGES
de
L'Humanité

Sénégal

L'âme de l'Afrique
de l'Ouest

DU 3 AU 14 FÉVRIER 2025 • À PARTIR DE 3 515 €*

LE +

VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR
BENJAMIN KÖNIG,
JOURNALISTE À L'HUMANITÉ

RENSEIGNEMENTS
ET RÉSERVATIONS

LVJ VOYAGES
06 85 07 83 02
contact@lvj-voyages.com

Comment unir les classes populaires pour défaire le RN ?

GAUCHE Élus dans des circonscriptions où l'extrême droite réalise des scores très importants, quatre députés du Nouveau Front populaire ont échangé sur leurs différences de stratégie pour convaincre, dans les campagnes comme dans les banlieues.

A lors qu'au premier tour des législatives, 57 % des ouvriers et 44 % des employés ayant voté ont glissé un bulletin RN, comment la gauche peut-elle reconquérir les classes populaires ? Quatre de ses représentants, élus face à des candidats d'extrême droite en juillet dernier, étaient réunis ce samedi à l'Agora de la Fête de l'Humanité pour répondre à cette question essentielle pour conquérir le pouvoir. Un échange parfois virulent mais toujours respectueux et constructif, intervenu quelques jours après un entretien de François Ruffin, déclarant sur BFMTV son « désaccord électoral et moral » avec Jean-Luc Mélenchon à la suite des propos du dirigeant insoumis appelant à « mobiliser la jeunesse et les quartiers populaires » et à « laisser tomber tout le reste ».

Dans l'intitulé de ce débat, les mots « classes populaires » sont écrits au pluriel. Cela fait-il sens, selon vous ? Existe-t-il distinctement une classe populaire urbaine et une classe populaire rurale ?

Marie Pochon Évidemment il y a des différences de sociologie, de vécu entre les territoires ruraux et des territoires de périphérie urbaine ou des centres-villes. Dans ma

circonscription, de très grande ruralité, ce sont 240 communes très enclavées dans les montagnes du Vercors, des Baronnies. C'est un territoire magnifique, mais les gens qui y habitent rencontrent beaucoup de difficultés : la désertification médicale, les écoles qui ferment, le faible accès aux services publics. En termes de mobilité, plus de 80 % d'entre eux sur mon territoire utilisent la voiture tous les jours. C'est une dépendance absolument terrible alors que 10 à 15 % des gens n'ont pas le permis, sans doute plus encore pas les moyens de se payer une voiture, avec les frais du carburant, le contrôle technique. La crise sociale que nous sommes en train de vivre creuse davantage la fracture territoriale. Et cette fracture-là existe de manière commune avec les quartiers populaires des territoires périphériques des centres-villes où on constate le même désinvestissement de l'État. Ce qui unit ces différentes classes populaires, c'est une aspiration à être traitées comme les autres et un profond sentiment d'incertitude. On laisse faire les marchés, la désindustrialisation, le changement climatique et s'installer un sentiment d'impuissance, l'idée que la politique ne peut rien régler. Montrer le contraire est un des enjeux pour le Nouveau Front populaire (NFP).

Raphaël Arnault J'aimerais commencer le débat par autre chose. On a entendu la colère qui s'est exprimée de la part de certaines personnes ici, notamment de François (Ruffin - NDLR) : récemment, tu es allé sur BFM et je te le dis avec la plus grande sincérité militante que je puisse avoir, tu as

blesse énormément de camarades, notamment la jeunesse qui s'est mobilisée lors de ces dernières élections. Si je dis ça, ce n'est pas pour m'en prendre à la personne qu'est François Ruffin mais pour revenir sur ce que ça voulait dire politiquement, en particulier sur la question antiraciste. Celle-ci va être centrale dans la période. La bourgeoisie est en train d'imposer un agenda raciste, et si on esquivait cette question, on est morts. Je pense, camarades, que l'électoratisme freine nos programmes politiques. Quand j'ai débarqué dans le Vaucluse, j'aurais pu me dire « ça vote RN plein pot, il va falloir que j'adapte un peu mon discours, que je sois moins radical ». Mais je suis un militant de terrain qui n'en a rien à faire de ce que racontent BFM et CNews. Il y a un réel enjeu à remettre la question de la conscience de classe au cœur de notre projet politique. Oui, il existe une conscience de classe dans ce pays, mais notre épine dans le pied, c'est ce racisme qui pollue les classes populaires.

Nicolas Sansu Cette question du racisme traverse notre société et joue contre le camp des travailleurs, contre celles et ceux qui veulent changer la vie, il faut bien sûr la prendre en compte. Ensuite, il nous faut noter que, sur les 185 circonscriptions les plus rurales de France aujourd'hui, le Nouveau Front populaire n'en détient plus que 31. En 2022, c'était plus de 50 ; en 2012, c'était 103 ! La gauche a perdu des votes, c'est une réalité qu'il faut affronter. La question c'est : « Qu'est-ce qui nous unit ? » L'habitant d'un village de 200 habitants comme celui des quartiers populaires, s'il est au RSA, il ne peut pas remplir son frigo. Celui de 62 ans qui vit dans un quartier de Vierzon ou dans un bourg, il ne peut pas partir à la retraite à cause de la loi imposée par Emmanuel Macron. C'est ça, la réalité.

Comment la gauche peut convaincre les bourgs qu'elle peut changer la vie sans taper sur celle des autres ?

François Ruffin Au préalable, je vais répondre à Raphaël. Je voudrais le féliciter pour sa victoire dans l'une des rares circonscriptions reprises au RN. La Fête de l'Humanité, c'est un peu une fête de famille. Dans une famille, on s'engueule, on se chahute. Ça fait partie du jeu, y compris quand on commet des maladresses. Il y a une première question, c'est : « Veut-on unir les classes populaires ? » Là, j'ai un désaccord moral et électoral profond avec Jean-Luc Mélenchon et la FI. Quand il dit « il faut tout faire pour la jeunesse et les quartiers populaires, le reste, on laisse tomber », qui est d'accord avec cette ligne-là ? C'est un choix que je considère comme suicidaire. Un choix de l'abandon et de la défaite. Il y a un choix stratégique à faire. Je pense qu'il nous faut tout faire pour toutes les classes populaires. Ne laisser tomber personne. Gagner en Picardie comme en Seine-Saint-Denis, ce n'est jamais perdre son temps. François Hollande disait « perdre les ouvriers, ce n'est pas grave ». Je pense que, pour la gauche, perdre les ouvriers quand plus de la moitié vote aujourd'hui RN, c'est grave. On perd notre âme. Il y a un immense commun entre la France des tours et la France des bourgs, entre les quartiers populaires et les campagnes populaires. Il y a un chemin pour les unir.

Doit-on tenter de récupérer certains électeurs des classes populaires qui donnent leur voix au RN ?

Marie Pochon En 2024, alors que je suis soutenue par tout le NFP, les associations et les syndicats, et que la Macronie s'est désistée à mon profit, j'ai à peine plus de voix qu'un candidat RN que l'on n'a jamais vu dans le coin... Il faut obligatoirement que j'aille chercher plus loin que dans nos cercles habituels. S'investir pour créer des ponts entre tous les territoires, ce n'est pas abandonner la radicalité d'un projet antiraciste, écologiste, social et égalitaire, c'est tout le contraire.

Pas loin de chez moi, il y a eu l'affaire Crépol (Drôme). Thomas a été tué à la fin d'un bal de village. Des milices d'extrême droite se sont formées pour aller s'en prendre aux jeunes du quartier de la Monnaie à Romans-sur-Isère, certains qu'il s'agissait d'un crime anti-Blancs, alors que l'enquête écarte cette possibilité à ce stade. Ces jeunes,



Lors du débat à l'Agora de la Fête de l'Humanité, samedi 14 septembre : Anthony Cortes (journaliste), Marie Pochon, François Ruffin, Nicolas Sansu et Raphaël Arnault (de gauche à droite). GUILLAUME CLEMENT/L'HUMANITÉ

qu'ils soient de Crépol ou de la Monnaie, vivent une vraie dislocation dans leur rapport à la nation, au vivre-ensemble. Je crois que l'enjeu principal de la gauche, c'est d'être à la fois du côté des jeunes qui étaient avec Thomas ce soir-là et qui ont perdu un ami, et de ceux qui en prennent plein la figure à Romans-sur-Isère et n'ont qu'une envie : être considérés comme les autres. Et tout cela en affrontant le récit du RN.

Raphaël Arnault J'ai bien conscience que toute personne qui glisse un bulletin RN dans l'urne n'est pas un néofasciste en puissance. En revanche, nier que ces personnes sont racistes, c'est gravissime. C'est un vote raciste. Et si on ne le prend pas en compte, on est morts. Les personnes qui subissent le racisme le subissent aussi pour des questions économiques et d'exploitation. D'où l'intérêt et l'urgence de lutter en même temps sur les questions sociales et antiracistes, parce qu'on ne fera jamais reculer le racisme sans faire avancer la lutte des classes. Pendant ma campagne, des camarades bienveillants m'ont dit : « Raphaël, attention, tu parles trop d'islamophobie, de Palestine... » Nous avons tellement intégré l'agenda politique que nous imposent les réactionnaires et les classes possédantes qu'on se met à penser comme elles. Nous devons refuser cela : on ne parle jamais assez de ces sujets. Je crois qu'il y a beaucoup de confusion autour de la stratégie de la FI et de ce que dit Jean-Luc Mélenchon. Ce que nous disons précisément, c'est que les classes qui ont le plus intérêt aujourd'hui à renverser une société inégalitaire se situent du côté de la jeunesse et des quartiers populaires. Il ne s'agit pas une seconde d'abandonner les autres groupes sociaux, ni même de les oublier.

Nicolas Sansu Je tiens à dire que le PCF n'a jamais lâché le combat pour l'internationalisme, en particulier en défense de la Palestine. C'est notre combat historique, comme l'ont été celui pour la libération de Mandela ou celui en faveur des droits civiques aux États-Unis. Jamais nous n'opposerons les luttes, encore moins les personnes. Au contraire, il faut unir. Et quand je dis « unir », je pense au

« Dans les quartiers populaires des territoires périphériques comme dans ceux des centres-villes, on constate le même désinvestissement de l'État. »

MARIE POCHON, DÉPUTÉE LES ÉCOLOGISTES DE LA DRÔME

« Il existe une conscience de classe dans ce pays, mais notre épine dans le pied, c'est ce racisme qui pollue les classes populaires. »

RAPHAËL ARNAULT, DÉPUTÉ FI DU VAUCLUSE

« Dans tous les territoires désindustrialisés, nous avons perdu la bataille idéologique. Il faut se battre pour recréer des solidarités. »

NICOLAS SANSU, DÉPUTÉ PCF DU CHER

« Gagner en Picardie comme en Seine-Saint-Denis, ce n'est jamais perdre son temps. Perdre les ouvriers quand plus de la moitié vote RN, c'est grave. »

FRANÇOIS RUFFIN, DÉPUTÉ PICARDIE DEBOUT ! DE LA SOMME

monde du travail, notamment. En France, aujourd'hui, beaucoup voient le monde en « nous » et « eux ». Nous devons faire que ce « nous » soit un combat rassemblant le plus de monde possible contre les 500 plus grosses fortunes qui s'en mettent plein les poches. Mais, attention, il ne faut pas faire d'anathèmes. Ici, il n'y a que des combattants pour le progrès social. Surtout, il faut être lucide : quoi que l'on dise, nous avons perdu toute une partie de notre pays. Ne pas le voir serait un drame. Dans tous les territoires désindustrialisés, nous avons perdu la bataille idéologique. Il faut se battre pour recréer des solidarités. Pour cela, nous devons nous ouvrir davantage aux associations, aux syndicats, au peuple. C'est cela qui donnera un projet politique pour tous.

François Ruffin L'antiracisme, il est évident et permanent quand on est dans un coin comme le mien. Quand on défend les usines de Picardie, on sait que bon nombre de salariés sont des racisés. Et quand j'ai défendu Whirlpool, qu'est-ce que j'entendais ? Que c'était la faute des étrangers. Il faut des images pour leur montrer que le véritable adversaire, c'est un autre que celui que leur montre la télévision. Non, ce n'est pas l'immigré, ce sont ceux qui se gavent.

Nous avons vécu quarante années d'une politique qui accompagne la mondialisation et cette Europe du libre-échange, de la libre circulation des capitaux, de la concurrence, qui a fait partir les usines en série... Ensuite, Emmanuel Macron qui institutionnalise le Rassemblement national avec un cynisme insupportable et s'amuse avec un baril de poudre. Et cela d'autant plus qu'il met un signe égal entre la France insoumise et le RN. Par ailleurs, le président a commis une autre faute qui a nourri le RN en n'apportant aucune réponse à deux immenses mouvements populaires : les gilets jaunes et l'opposition à la réforme des retraites. Enfin, il y a la responsabilité de la gauche, qui n'apparaît plus comme un débouché. La gauche doit à nouveau incarner une force de protection, pour tous. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE ET RETRANSCRITE PAR ANTHONY CORTES

Nana Haidara et Thomas Hirschhorn, quartier libre pour l'art

En 2004, le terrain vague du quartier du Landy, à Aubervilliers, devenait le Musée précaire Albinet, à l'initiative du plasticien. L'artiste se souvient, avec une habitante de la commune de Seine-Saint-Denis, de ce projet qui a changé leur vie.

Dans l'enceinte du City Stade de la rue Albinet à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), Thomas Hirschhorn et Nana Haidara se souviennent, grâce à des photos, du temps où ce terrain de foot était encore un musée.

Le projet, lancé il y a vingt ans par l'artiste suisse en collaboration avec les habitants du Landy, avait pour but de faire venir l'art dans les quartiers populaires. En partenariat avec le Centre Pompidou et le Fonds national d'art contemporain, le Musée précaire Albinet accueillait, au printemps 2004, 30 œuvres originales des plus grands maîtres du XX^e siècle : Léger, Le Corbusier, Mondrian, Dali, Duchamp, etc.

Nana Haidara vit toujours à Aubervilliers. Elle se souvient de ce terrain vague où une barre d'immeuble cachait la vue sur le canal. « *Le quartier a bien changé. Beaucoup de gens sont partis* », souffle-t-elle, pourtant interpellée régulièrement par des habitantes qui passent sur le trottoir d'en face. Mais les souvenirs d'il y a vingt ans sont intacts. C'est en tout cas ce que veut croire Thomas Hirschhorn, dont l'atelier se trouve toujours à quelques rues de là. « *Les 70 projets que j'ai faits dans l'espace public sont animés par cette idée du précaire*, précise-t-il. *J'y retrouve de l'humain. J'aime ce terme, précaire, qui est aujourd'hui mal interprété par les politiciens.* » L'artiste rappelle l'étymologie mystique du mot : « *Le précaire prie pour sa survie, pour rester, contrairement à l'éphémère qui doit mourir, comme ces animaux qui vivent un jour et demi. Il ouvre sur ce qui peut advenir de mystérieux et apporter, si on a de la chance, la grâce.* »

Quand Yvane Chapuis, alors codirectrice des Laboratoires d'Aubervilliers, invite le plasticien à réaliser une œuvre dans l'espace public, le Landy s'impose naturellement. « *J'ai trouvé que c'était une évidence de le faire avec mes voisins. Si je les connais, c'est grâce à ce projet* », rappelle-t-il.



PHILIPPE LABROSSE/CONVERGENCE/POUR L'HUMANITÉ

L'objectif était de faire sortir l'art de son circuit habituel : « *Ça fait réfléchir sur ce que donner des œuvres signifie. Elles sont toujours dans les mêmes musées : au Moma, à la Fondation Louis-Vuitton...* »

« ON A VÉCU HUIT SEMAINES MAGIQUES »

L'initiative de l'artiste, aidé de travailleurs sociaux, s'ébruite et parvient aux oreilles de Nana, immédiatement enthousiaste. « *Grâce aux sorties organisées parallèlement aux expositions, j'ai pu visiter beaucoup de musées parisiens, une agence de publicité que je ne connaissais pas, dans le cadre de la semaine Warhol. Le soir, il y avait des repas. On était pressés de se retrouver tous ensemble. Ça n'était jamais arrivé.* » Le Musée précaire Albinet bénéficie d'une extraordinaire solidarité.

que je crois que c'est cette intensité qui reste. C'est aussi proclamer que quelque chose d'immatériel peut avoir une existence dans l'espace public. » Chacun racontera comment ce projet pionnier l'a fait évoluer. « *La confrontation avec l'art peut nous changer*, confie le plasticien. *J'ai appris à être d'accord avec la réalité du quartier, sans l'approuver. Mais je suis curieux de savoir comment les autres*

« Je n'étais jamais allée à une exposition. Maintenant, j'emmène mes enfants au Louvre, au palais de la Porte Dorée, à Versailles. »

NANA HAIDARA

l'ont vécu. » Nana Haidara approuve : « *J'ai aussi appris beaucoup de choses. Ce n'était pas mon domaine. Je n'étais jamais allée à une exposition. Maintenant, j'emmène mes enfants au musée du Louvre, voir les arts d'Afrique au palais de la Porte Dorée. On est même allés jusqu'à Versailles !* »

Quoi de mieux que de placer ces festivités sous l'égide du Carré noir sur fond blanc, de Kasimir Malevitch, prêté pour l'occasion par le Centre Pompidou ? « *Il y a vingt ans, on n'avait pas pu avoir cette œuvre pour notre semaine consacrée à Malevitch. C'était une façon de l'utiliser comme une icône, pour qu'elle veille sur nous. Malevitch disait vouloir faire un art "non objectif". En tant qu'artiste, j'ai toujours un faible pour cette idée du non-objet.* » Encore une histoire de transmission. ■

AURÉLIA DE SPIRT

(1) Thomas Hirschhorn, « Célébration critique, vingt ans du Musée précaire Albinet ». Samedi 21 septembre, de 10 heures à 22 heures, à l'angle de la rue Albinet et de la rue Gaëtan-Lamy, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).